EUROPEAN UNIVERSITY INSTITUTE, FLORENCE
DEPARTMENT OF HISTORY AND CIVILIZATION

320
EUR

EUI WORKING PAPER No. 87/272

AUX ORIGINES DE LA REPRISE DES RELATIONS ENTRE ROME ET MOSCOU. IDEALISME MAXIMALISTE ET REALISME BOLCHEVIQUE LA MISSION BOMBACCI - CABRINI A COPENHAGUE EN AVRIL 1920.

by
Serge NOIRET

BIBLIOTECA

BADIA FIESOLANA, SAN DOMENICO (FI)

© The Author(s). European University Institute.
Digitised version produced by the EUI Library in 2020. Available Open Access on Cadmus, European University Institute Research Repository.

This paper should not be reproduced in whole or in part
without prior permission of the author.

(C) Serge Noiret

Printed in Italy in February 1987

European University Institute
Badia Fiesolana
I - 50016 San Domenico (FI)
Italy

© The Author(s). European University Institute.
Digitised version produced by the EUI Library in 2020. Available Open Access on Cadmus, European University Institute Research Repository.

EUI Working Paper 87/272

Serge Noiret:

Aux origines de la reprise des relations entre Rome et Moscou. Idéalisme maximaliste et réalisme bolchevique: la mission Bombacci - Cabrini à Copenhague en avril 1920.

Institut universitaire européen, Florence, février 1987.

Introduction.

1. Nitti désire la reprise des relations commerciales avec la Russie soviétique.

2. La Ligue Nationale des Coopératives veut obtenir le monopole des relations commerciales avec la Russie bolchevique. 1919-1920.

3. Les discussions de Copenhagen. Mars-avril 1920.

4. Le contenu politique des discussions de Bombacci avec Litvinov: la désillusion.

5. Nitti et le PSI: les vaincus de Copenhagen ?

© The Author(s). European University Institute.
Digitised version produced by the EUI Library in 2020. Available Open Access on Cadmus, European University Institute Research Repository.

© The Author(s). European University Institute.
Digitised version produced by the EUI Library in 2020. Available Open Access on Cadmus, European University Institute Research Repository.

Introduction.

Notre intervention s'insère dans le cadre plus général de la reprise des relations italo-russes au lendemain de la première guerre mondiale. Elle s'intègre dans une recherche en cours sous la direction du Prof.Giorgio Petracchi, dans le cadre d'un projet qu'il dirige pour le compte de la faculté de Sciences Politiques, "Cesare Alfieri" de Florence, Institut "storico-politico" qui a financé une partie des recherches effectuées dans les Archives historiques du Ministère des Affaires étrangères à Rome.

Ce "working paper" nous permet de mettre en évidence l'interaction entre problèmes de politique extérieure et intérieure, lorsqu'il s'agit, début 1920, pour le premier ministre italien Francesco Saverio Nitti, de tenir compte à la fois de contraintes découlants des rapports établis au sein de l'Entente pour décider sa politique extérieure et des contingences intérieures qui le poussaient à chercher des alliances nouvelles pour renforcer son ministère. Cette politique extérieure révisionniste et d'ouverture à Moscou dans l'Europe de la reconstruction et de la Société des Nations, offrait un terrain d'entente possible avec les socialistes du PSI.

Notre attention sera ici dévolue à l'impact de la politique intérieure et principalement au rôle du PSI dans la reprise des contacts entre Rome et Moscou début 1920. Le PSI dominé par le courant maximaliste révolutionnaire exerçait une pression continue sur le Gouvernement pour accélérer l'ouverture de Nitti à Moscou.

Dans ce cadre, l'ex-secrétaire du parti, député maximaliste de Bologne, Nicola Bombacci et le député Angiolo Cabrini, dirigeant de la Ligue Nationale des Coopératives (LNC) obtinrent de Nitti de se rendre en avril 1920 à Copenhague pour rencontrer des représentants du Gouvernement soviétique. Leur mission 'officieuse' servait en réalité à sonder les soviétiques en vue de la possible reprise des relations commerciales entre les deux pays. Les délégués du PSI et de la LNC pour leur part, voulaient à la fois obtenir le monopole des relations économiques de l'Italie avec le nouvel état socialiste pour les coopératives 'rouges' et recevoir des informations de première main sur la situation intérieure de la Russie soviétique et parler de la possibilité ou non, d'accomplir à moyen terme une révolution en Italie.

Cette mission s'encadre en réalité dans une stratégie globale de conquête de l'Etat par l'intérieur que poursuivaient les maximalistes qui attendaient d'un jour à l'autre l'écroulement de l'édifice de l'Etat libéral.

Après avoir brièvement décrit la situation internationale et nationale qui aboutit, en janvier 1920, à une ouverture de l'Entente aux bolcheviques, nous tenterons de montrer en quoi la LNC entra en jeu suivant à la fois sa stratégie propre, mais qui servait aussi les visées de Nitti. Nous décrirons ensuite le contenu politique et économique des entretiens de Copenhague entre Krassine et Litvinov et la délégation italienne. Nous nous interrogerons enfin sur les réelles intentions des soviétiques reliant cet épisode significatif à toute la problématique plus générale qui touche aux intentions de Lénine en politique étrangère et au rôle joué par les bolcheviques dans les pays occidentaux pour obtenir des résultats diplomatiques et économiques qui auraient satisfait leurs propres intérêts nationaux au dépend des nécessités de la révolution mondiale. Il sera enfin question de savoir dans quelle mesure la mission à Copenhague fut un succès ou un échec, pour le PSI d'une part, pour le Président du Conseil italien d'autre part.

© The Author(s). European University Institute.
Digitised version produced by the EUI Library in 2020. Available Open Access on Cadmus, European University Institute Research Repository.

© The Author(s). European University Institute.
Digitised version produced by the EUI Library in 2020. Available Open Access on Cadmus, European University Institute Research Repository.

1.Nitti désire la reprise des relations commerciales avec la Russie soviétique.

La décision de reprendre les relations commerciales avait été prise par Lloyd Georges dès la fin de 1919, ouvrant ainsi une brèche dans le fameux 'cordon sanitaire' que les puissances de l'Entente, et en particulier Georges Clemenceau, avaient voulu autour de la Russie soviétique.

La décision de lever le blocus de la Russie soviétique fut prise ensuite collégialement [1] sous pression de Lloyd Georges et également du Président du Conseil italien Francesco Saverio Nitti malgré les fortes réticences françaises de Clemenceau d'abord, de Millérand ensuite.[2] Elle servait sans aucun doute les intérêts des gouvernements anglais et italiens sur le plan intérieur pour contenter une partie de l'opinion publique, les socialistes et certains milieux d'affaire, et, sur le plan de la politique extérieure, pour empêcher que la révolution soviétique ne s'étende. [3]

Lénine, pour sa part, était decidé à sauver la révolution au prix de concessions diplomatiques et économiques très importantes renonçant même à

---

1. G.PETRACCHI: "La Russia rivoluzionaria nella politica italiana. 1917-1925." Bari, Laterza, 1982, p.151. Voir aussi E.SERRA: "Nitti e la Russia." Bari, Dedalo, 1975, et enfin du même auteur "Nitti e la Russia." dans "Francesco Saverio Nitti. Meridionalismo e europeismo. Atti del convegno di Potenza. 27-28 settembre 1984." Bari, Dedalo, 1985, pp.175-191, ici pp.175-179. Voir à ce sujet les considérations intéressantes de Piero MELOGRANI: "Il mito della rivoluzione mondiale. Lenin tra ideologia e ragion di Stato - 1917-1920." Bari, Laterza, 1985, pp.143-182. Un cadre général des relations anglo-sovietiques à cette époque est fourni par: Richard Henry ULLMAN: "The Anglo-Soviets relations, 1917-1921." Princeton, Cambridge U P,1972, 3 voll., le troisième volume étant centré sur les traités anglo-soviétiques, "The Anglo-Soviet accord.", Princeton/NJ, Princeton U P, 1972. Consulter aussi les travaux de Stephen WHITE et surtout: "Britain and the Bolshevik revolution. A study in the politics of Diplomacy, 1920-1924." London, Mac Millan P, 1979.

2. Sur Francesco Saverio Nitti et la Russie: G.PETRACCHI: "La Russia rivoluzionaria....", cit., pp. 156-160; Enrico SERRA: "Nitti e la Russia...", cit.; E.SERRA: "L'Italia e il riconoscimento della Russia sovietica", dans "Affari esteri", 1974, n.23, pp.137-147; F.BARBAGALLO: "Francesco Saverio Nitti." Torino, Utet, 1984; E.SERRA: "Nitti e la Russia", dans "Francesco Saverio Nitti. Tra meridionalismo e europeismo.", cit., et enfin, notre "Nitti e Bombacci. Aspetti di un dialogo impossibile. I bolscevichi contro la rivoluzione italiana. Novembre 1919-febbraio 1920." dans "Storia contemporanea",a.XVII, n.3, giugno 1986, pp.397-441.

3. Piero Melograni parle de la peur de la Grande-Bretagne de voir s'étendre la révolution en Extrême-Orient dans les colonies britanniques. P.MELOGRANI: "Il mito della rivoluzione...", cit., pp.143-157. Voir également Stephen WHITE: "The Origins of Detente. The Genoa conference and Soviet-Western relations, 1921-1922." Cambridge, Cambridge U P,1985, pp.13-14.

© The Author(s). European University Institute.
Digitised version produced by the EUI Library in 2020. Available Open Access on Cadmus, European University Institute Research Repository.

toute idée d'expansion révolutionnaire en Occident.[1] Le leader bolchevique jouait des divisions au sein de l'Entente pour consolider le 'socialisme dans un seul pays': "la tattica proposta da Lenin relegava la politica estera sovietica ad un ruolo passivo, di accettazione e di salvaguardia dell'isolamento del paese, visto come un fattore positivo, perché tutti gli sforzi potessero essere concentrati sui problemi della ricostruzione interna."[2]

En Italie, Nitti voulait relancer le courant réformiste au sein du PSI et désamorcer le "mythe soviétique".[3] D'autre part, Nitti pensait que la reprise des relations commerciales avec la Russie soviétique pouvait servir les intérêts de l'Italie qui semblait avoir été traitée à Versailles, presque à l'enseigne des vaincus. Nitti manifestait une solidarité totale face aux Alliés, mais ne tendait pas moins à reprendre le dialogue avec les pays vaincus s'engageant pour toutes ces raisons, dans ce qu'on a appelé sa 'politique révisionniste'.[4] Enfin, l'ouverture de Nitti à Moscou servait aussi ses plans de réunification européenne et de paix permettant la

---

1. Sur ce thème voir les travaux de Piero MELOGRANI et surtout "Il mito della rivoluzione...", cit.; et "Fascismo, comunismo e rivoluzione industriale." Bari, Laterza, 1984 de même que notre "Nitti e Bombacci...", cit., pp.410-424. René Girault montre en quoi Lénin poursuivit une politique "patriotique" en défense des intérêts nationaux russes, après l'été 1920 suite aux revers de la guerre russo-polonaise. R. GIRAULT, "La Russie soviétique et le monde extérieur entre 1918 et 1923; une guerre d'indépendance" dans "L'Historien et les relations internationales. Recueil d'études en hommage à Jacques Freymond", Genève, Institut Universitaire de Hautes Etudes Internationales, 1981, pp. 279-294.

2. Une telle conclusion, sans pourtant une révision plus profonde des buts de la politique extérieure soviétique dans la direction ébauchée notamment, en Italie, par Piero Melograni, est tirée par Anna DI BIAGIO dans une récente recherche de grand intérêt: "I bolscevichi e il sistema di Versailles. (1919-1923)." dans "Studi storici", n.2, 1986, pp. 453-502, ici p.456.

3. G.PETRACCHI, cit., pp.186-187. Petracchi analyse les moyens de cette politique révisionniste de Nitti et des ministres des Affaires étrangères Tittoni d'abord, Scialoja ensuite. Comme l'écrit Renzo De Felice dans sa préface au livre de Petracchi: "per Nitti... l'apertura a Mosca doveva servire in politica interna a provocare una scissione nel Partito socialista e a guadagnare cosi alla sua politica i riformisti." R.DE FELICE: "Prefazione" à "La Russia rivoluzionaria nella politica italiana....", cit., p. X. Cette thèse est aussi reprise par Antonello VENTURI: "Tra propaganda sovietica e immaginario socialista. Le impressioni del viaggio in Russia dell'estate 1920." in "Movimento Operaio e Socialista", a.VIII (nuova serie), n.34, settembre-dicembre 1985, pp.363-391, ici p.379.

4. Sur le 'révisionnisme' de Nitti voir F.J.COPPA: "Early critic of the Treaty of Versailles" in "Risorgimento", Bruxelles, a.I, 1980, n.2, pp.211-219.

© The Author(s). European University Institute.
Digitised version produced by the EUI Library in 2020. Available Open Access on Cadmus, European University Institute Research Repository.

reconstruction économique nécessaire à la suite du conflit mondial.[1]

En retard sur la Grande-Bretagne, c'est au début 1920, écrit Petracchi que, en Italie,: "la linea di un'azione concreta nei confronti della Russia sovietica cominciava a prendere forma..." [2]

Dès le 14 juillet 1919, à Montecitorio, Nitti avait déclaré qu'il n'entendait pas intervenir militairement en Russie et qu'il avait décidé de retirer les troupes italiennes de ce pays, préoccupé qu'il était par les possibles conséquences de la grève générale de soutien avec la Russie soviétique organisée par le PSI et la CGdL. Il déclara à cette occasion: "i bolscevichi non vengano da noi perché sarebbero accolti come meritano; ma noi non andremo da loro perché ciascun paese è libero di reggersi come vuole. Dico di piu che poiché gli scopi nostri di occupazione all'estero sono cessati, abbiamo deciso di ritirare tutte le truppe che avevamo all'estero...." [3]

Nitti avait ainsi maintenu l'Italie en dehors de l'intervention militaire de l'Entente en territoire russe, comme le voulaient également les socialistes italiens.[4]

De plus, dès l'ouverture de la XXIVème législature, Montecitorio avait été le théâtre d'une importante discussion sur les relations italo-russes. Le 8 décembre, le député socialiste maximaliste Graziadei avait demandé la reconnaissance diplomatique immédiate de la Russie soviétique.[5]

Le 13 décembre, le Président du Conseil affronta le problème russe et bien que refusant de voter l'odj socialiste, la majorité gouvernementale proposa un odj qui fut approuvé à l'unanimité. L'odj affirmait que la Chambre votait pour que: "il Governo prepari nei Consigli dell'Intesa l'abbandono di ogni intervento negli affari interni della Russia, la fine del blocco economico e la ripresa dei rapporti con tutti i governi esistenti

---

1. F.BARBAGALLO, cit., pp.312-346.

2. G.PETRACCHI, cit., p.147.

3. F.S. Nitti à la Chambre, 14 juillet 1919, discours repris à présent dans: "Italia-URSS. Pagine di storia. 1917-1984." Roma, Ministero degli Affari esteri, Servizio Storico e Documentazione, 1985, p.16.

4. Sur le problème de l'intervention militaire italienne dans le Sud de la Russie voir: M.PETRICIOLI: "L'occupazione italiana del Caucasio. Un ingrato servizio da rendere a Londra." in "Il Politico", Pavia, a.XXVI, n.4, dicembre 1971, pp.715-745 (prima parte) e, a.XXVII, n.2, marzo 1972 (seconda parte), pp.99-141 et plus généralement sur ce problème: G.PETRACCHI: "L'intervento italiano in Russia, 1917-1919" in "Storia contemporanea", a.VI, n.3, sept. 1975, pp.469-522 et surtout, du même auteur, "La Russia ....", cit., pp.126-146.

5. "Risposta al Discorso della Corona." dans "Atti Parlamentari. Camera dei Deputati, Discussioni, Sessione 1a, Tornata del 10 dicembre 1919." Question de A.GRAZIADEI, pp.110-113.

© The Author(s). European University Institute.
Digitised version produced by the EUI Library in 2020. Available Open Access on Cadmus, European University Institute Research Repository.

di fatto in Russia." [1] "cioè, anche di quello sovietico", écrit Petracchi en commentant cet odj. [2]

Modigliani, au nom du Groupe socialiste, avait alors décidé de voter pour l'odj Manes/Salvemini à propos duquel se dessinait une majorité gouvernementale, démontrant ainsi qu'à propos du problème russe, Nitti et le PSI avaient la même position.[3]

Ce faisant le Gouvernement italien donnait une preuve aux soviétiques, après avoir reçu un télégramme d'encouragement de Tchitchérine lui-même,[4] de la volonté d'entreprendre au plus tôt les démarches nécessaires à la reprise de relations, même avec des représentants bolcheviques.

C'est le 16 janvier 1920 que le "Conseil Suprême de l'Entente" décida officiellement de révoquer le blocus économique de la Russie soviétique:"un laconico comunicato con il quale decise di 'permettere lo scambio di merci sulla base della reciprocità fra il popolo russo e le nazioni alleati e neutrali' senza entrare in relazioni ufficiali con il governo sovietico."[5]

La décision devait déterminer la conduite ultérieure de Nitti face aux Alliés du Conseil Suprême, notamment lors de la Conférence de San Remo du 18 au 26 avril 1920.[6]

Cette porte ouverte offrait à Nitti, l'aval international qui lui manquait pour appuyer sa volonté de renouer avec Moscou, dans l'immédiat du moins, sur le terrain économique. Le Président du Conseil tenta alors de mettre sur pied une entreprise de pénétration économique en Russie qui aurait intéressé la "Banca di sconto" et "l'Ansaldo", en concurrence avec

---

1. "Atti Parlamentari...." op. cit., p.267.

2. G.PETRACCHI, op. cit., p.267.

3. "Atti parlamentari....", op. cit., pp.269-270. L'odj se trouve aussi dans: "Italia-URSS...", cit., p.16. Voir à ce propos notre "Nitti e Bombacci....", cit..

4. Voir "Italia-URSS....", cit., pp.16-17.

5. G.PETRACCHI: "La Russia....", cit., p.157. Aussi H.KONIG: "Lenin e il socialismo italiano. 1915-1921." Firenze, Sansoni, 1972, p.105 et G.PETRACCHI: "La cooperazione italiana, il Centrosoyuz e la ripresa delle relazioni commerciali tra l'Italia e la Russia sovietica. (1917-1920)" dans "Storia contemporanea" a.VIII, juin 1977, n.2, pp.207-255, ici pp.207-208.

6. Toutes les interventions de Nitti abondent dans ce sens et appuyent les thèses de Lloyd Georges. Voir pour les thèses de Nitti les compte-rendu de la Conférence dans "Documents of British Foreign policy, 1919-1939." (A présent: DBFP), First Series, Vol. VIII, cit., p.26 et pp.28-29.

© The Author(s). European University Institute.
Digitised version produced by the EUI Library in 2020. Available Open Access on Cadmus, European University Institute Research Repository.

l'idée de pénétration méridionale voulue notamment par Ettore Conti.[1] Mais une telle politique prévoyait d'aller au-delà du communiqué laconique de l'Entente et se libérait de facto: "di ogni condizionamento ideologico e psicologico al riconoscimento di Mosca," remarque à juste titre Giorgio Petracchi.[2]

Pour ce faire, durant les 6 derniers mois de sa présidence, Nitti joua sur deux niveaux de politique étrangère, devant se garder à la fois des critiques internes à sa majorité et des mires de la diplomatie française, nettement opposée à une ouverture même économique à Lénine, ouverture qui, selon Clémenceau et ensuite Millérand, aurait permis une reconnaissance diplomatique successive.[3]

Face aux retards de la "Consulta", le Ministère des Affaires étrangères avec ses fonctionnaires de carrière, plus lent et plus difficile à convaincre de passer à une politique révisionniste, Nitti développa sa propre politique étrangère à "Palazzo Braschi", siège du Ministère de l'Intérieur, dont il cumulait le portefeuille avec celui de Président du Conseil. Il y travaillait en accord avec son secrétaire de cabinet, le Comm. Magno et y gérait, en rapport avec le PSI, les contacts officieux qui, en avril, eurent lieu entre bolchevicks et socialistes italiens.[4]

Mais pour ne pas contrevenir aux décisions de la Conférence des Alliés qui débouchèrent sur des initiatives concrètes à San Remo, du 18 au 26

---

1. En ce qui concerne les rapports de Nitti avec ces milieux financiers et industriels voir F.BARBAGALLO: "Francesco Saverio Nitti...", cit. et de Anna Maria FALCHERO: "Il gruppo Ansaldo-Banca di Sconto e le vicende bancarie italiane nel primo dopoguerra." dans a cura di Peter HERTNER e Giorgio MORI: "La transizione dall'economia di guerra all'economia di pace in Italia e in Germania dopo la prima guerra mondiale.", "Annali dell'Istituto storico italo-germanico, quaderno 11", Bologna, Il Mulino, 1983, pp.543-572.

2. G.PETRACCHI, op. cit., p.170.

3. DBFP, "Proceedings of the Conference of San Remo", cit., p.28. Millerand déclara clairement à propos des passeports à accorder à la mission économique soviétique dirigée par Krassine que: "he himself had no objection to the British Government granting passports... so long as it involved no question of the establishment of any relations at all with the Soviet Government." Sur les relations peu cordiales entre la France et la Russie soviétique au cours de cette délicate période consulter de Anne HOGENHUIS-SELIVERSTOFF: "Les relations franco-soviétiques. 1917-1924." Paris, Publications de la Sorbonne, 1981 et, de René GIRAULT: "Wirklichheit und Legende in den französisch-sowjetischen Beziehungen - 1917-1945." dans Gottfried NIEDHART (hrsg.): "Der Westen und die Sowjetunion. Einstellungen und Politik gegenüber der UdSSR in Europa und in den USA seit 1917.", Paderborn, Ferdinand Schoeningh, 1983, pp.119-134. Pour René Girault les emprunts à rembourser aux épargnants français jouèrent un role majeur dans la politique russe du Quai d'Orsay en 1919-1920 par rapport au facteur idéologique ou au facteur militaire, surtout présent en 1917-1918. R. GIRAULT, "La Russie soviétique et le monde...", cit., pp. 282-283.

4. G.PETRACCHI, cit., p.170.

© The Author(s). European University Institute.
Digitised version produced by the EUI Library in 2020. Available Open Access on Cadmus, European University Institute Research Repository.

avril, Nitti décida que: "le transazioni economiche si sarebbero effettuate, mediante le organizzazioni cooperative russe al di fuori di ogni interferenza sovietica".[1]

D'autre part, toujours pour se concilier le PSI et principalement son aile réformiste,[2] Nitti se résolut à mettre en contact les coopératives soviétiques et les milieux économiques italiens par l'intermédiaire de la "Ligue Nationale des Coopératives" liée au PSI. Ce schéma fut mis au point en étroite collaboration avec Lloyd Georges même si les deux pays voulaient l'un et l'autre arriver le premier à en tirer des bénéfices économiques.[3]

Début mars 1920, Nitti décida de répondre aux pressions des socialistes et de certains milieux d'affaires, qui attendaient avec toujours plus d'impatience une ouverture diplomatique et commerciale à Moscou et voulaient aller en Russie pour se rendre compte 'de visu' des réelles conditions économiques et politiques. Nitti contacta le PSI par l'intermédiaire du député maximaliste Nicola Bombacci, interlocuteur privilégié du Président du Conseil en ce qui concerne les rapports italo-russes.[4]

Le Président du Conseil jouait cependant des divisions internes du maximalisme et, tout en contactant Bombacci et en lui offrant la mission officieuse dont nous allons à présent parler, il établissait aussi des rapports avec son plus sérieux concurrent, Serrati en acceptant d'envoyer secrètement, en Russie bolchevique, un homme de confiance du directeur de

---

1. Ibid., p.152. Voir à ce propos la correspondance entre Leonid Krassine à Copenhagen et les membres du Conseil Suprême réunis à San Remo, conservée dans DBFP, cit., Lettre de Krassine du 21 avril 1920, Appendix 2 to n.16, Vol. VIII, 1920, pp.184-185 et réponse du Conseil Suprême du 26 avril 1920, dans Ibid., Vol.XX, pp.230-231.

2. Ce dessein politique est aussi mis en évidence par A.VENTURI: "Tra propaganda....", cit..

3. G.PETRACCHI, cit., pp.160-161. Stephen WHITE dans "Origins of Detente....", cit., montre pourquoi la Grande Bretagne avait urgent besoin de renouer les relations commerciales avec son partenaire d'avant 1917, pp.16-18. Consulter aussi Georges F KENNAN: "Soviet foreign policy, 1917-1941." Westport/Connecticut, Greenwood P,1960, pp.36-37. Voir enfin à ce sujet de Gottfried NIEDHART: "Zwischen Feinbild und Wunschbild: die Sowjetunion in der britischen Urteilsbildung, 1917-1945." dans "Der Westen und die Sowjetunion....", cit., pp.105-118.

4. Voir notre "Nitti e Bombacci....", cit..

© The Author(s). European University Institute. Digitised version produced by the EUI Library in 2020. Available Open Access on Cadmus, European University Institute Research Repository.

"L'Avanti!", Arturo Cappa.[1]

2.La Ligue Nationale des Coopératives (LNC) veut obtenir le monopole des relations commerciales avec la Russie bolchevique. 1919-1920.

L'intérêt des Coopératives italiennes pour les coopératives soviétiques datait du printemps 1919.[2] Il naquit, après l'envoi, le 11 février, de Moscou, d'un mémorandum de Tchitchérine voulant favoriser la reprise des relations entre les deux pays, qui, selon Petracchi, représente: "l'atto di nascita anagrafico delle relazioni italo-sovietiche."[3]

Le 28 mars 1919, le "Moniteur de la Coopération et du Mutualisme" de tendance socialiste, "La Cooperazione Italiana" (CI), annonçait la sortie d'un livre important du Prof. Totomianz, émigré russe résident à Milan, sur

---

1. Cappa écrivit le 15 avril 1910 à Serrati, annonçant son arrivée à Moscou dès le 10 mars. Il avait déjà contacté des dirigeants du PCbR et de la IIIe Internationale pour leur parler de la situation politique italienne, des prisonniers soviétiques et de l'état des forces productives - surtout industrielles. Ces entretiens concurrençaient ceux de Copenhague. Lettre de Ariel (Arturo Cappa) du 15 avril 1920 à Serrati dans IG, Roma, Archivio Serrati, fasc. 20, f.20b. Antonello Venturi rend compte de cette importante mission parallèlle et concurrente à celle de Bombacci à cause des divisions internes du PSI dans son article "Tra propaganda....", cit., pp.365-367.

2. Sur le mouvement coopératif et surtout sur la LNC voir: M. DEGL'INNOCENTI: "Storia della cooperazione italiana. 1886-1925", Roma, Editori Riuniti, 1977; sous la direction de F.FABBRI: "Il movimento cooperativo nella storia d'Italia. 1874-1975.", Milano, Feltrinelli, 1979: sous la direction de Giorgio SAPELLI: "Il movimento cooperativo in Italia. Storia e problemi." Torino,Einaudi,1981; Maurizio DEGL'INNOCENTI: "L'impresa cooperativa in Italia nella lotta per l'occupazione e nella difesa del consumatore." dans (Sous la direction du même auteur): "Le imprese cooperative in Europa. Dalla fine dell'800 alla seconda guerra mondiale." Pisa, Nistri-Lischi, 1986, pp.107-147. Au moment de publier cet article nous n'avons pas pris connaissance des ouvrages suivants sur la coopération italienne: Anna CAROLEO: "Il movimento cooperativo in Italia nel primo dopoguerra. 1918-1925." Milano, Angeli, 1986; Valerio CASTRONOVO, Giuseppe GALASSO, Renato ZANGHERI: "Storia del movimento cooperativo in Italia. La Lega Nazionale delle Cooperative e Mutue. 1886-1986." Torino, Einaudi, 1986 et enfin, John EARLE: "The Italian cooperative movement: a portrait of the Lega nazionale delle cooperative e Mutue." London, Allen & Unwin, 1986, tous de récente parution.

3. G.PETRACCHI: "La Russia rivoluzionaria...", cit., p.109.

© The Author(s). European University Institute.
Digitised version produced by the EUI Library in 2020. Available Open Access on Cadmus, European University Institute Research Repository.

les coopératives de son pays. [1]

C'est d'ailleurs au cours d'un Congrès mis sur pieds par Totomianz, qui se tint à Milan le 2 mai 1919, que des liens furent établis entre la coopération italienne et la coopération de la Russie méridionale, dont certains représentants étaient venus en Italie, fin avril.

Antonio Vergagnini, secrétaire de la LNC présidait la réunion à laquelle assistaient les représentants des directions nationales des différentes branches de la coopération socialiste italienne et les autorités de la ville de Milan. [2]

Dès cette époque, les rapports privilégiés entre Russes et Italiens touchaient déjà les régions du Sud de la Russie et de la Mer Noire, comme d'ailleurs les conférences interalliées le reconnaissaient en parlant d'un possible mandat italien dans le Caucase, à la place des Britanniques.

Le Caucase était particulièrement important pour ses fournitures de pétrole à l'Europe occidentale déjà avant la guerre. Le pétrole de Bakou représentait un besoin essentiel de l'économie italienne dépendante pour plus de 80% de son énergie, de ses importations. [3]

C'est donc conscient de l'intérêt que suscitait son intervention que le représentant des coopératives de la Russie méridionale au Congrès de Milan, Bekker, illustra au nom des collègues russes: "le condizioni di mercato della Russia meridionale e il desiderio di stringere rapporti di affari fra i movimenti cooperativi dei due paesi." [4] Bekker annonça que l'avenir de la Russie reposait sur les échanges internationaux que signeraient les coopératives. La Russie avait besoin de vêtements, de tissu, de machines agricoles. Elle aurait pu offrir des produits alimentaires comme le blé, la viande surgelée, le poisson, grâce à ses ports de la Mer Noire. Dans son discours, Bekker déjà à l'époque, fournit des indications sur la direction des futures relations économiques italo-russes, y compris sous le fascisme: [5]

---

1. L'ouvrage parut réellement en mai: V.TOTOMIANZ: "La cooperazione in Russia." Milano, Sede Centrale della Lega Nazionale delle Cooperative, 1919. Luigi Luzzatti annonce son contenu et la préface qu'il lui écrivit dans "La Cooperazione Italiana", Milan, a.XXXIII, n.1341, 28 mars 1919, p.4. (Dorénavant CI)Sur Totomianz et la diffusion de l'idée que les Coopératives russes restaient neutres dans le conflit des factions au sein du socialisme russe voir, G.PETRACCHI: "La cooperazione italiana....", cit., p.222.

2. Sur le Congrès voir G.PETRACCHI: "La cooperazione...." op. cit., p.223. Le compte-rendu se trouve dans CI, a.XXXIII, n.1347, 9 mai 1919, p.3.

3. Voir, M.PIZZIGALLO: "I rapporti italo-russi dalla Marcia su Roma al riconoscimento dell'URSS." dans "Mediterraneo e Russia nella politica italiana. 1922-1924.", Milano, Giuffrè, 1983, pp.63-192. (Introduction).

4. CI, a.XXXIII, n.1347, 9 mai 1919, p.3, cit..

5. Sur de telles relations voir: M.PIZZIGALLO: "Alle origini della politica petrolifera italiana. 1920-1925.", Milano, Giuffrè, 1982 nonché il già cit., "Mediterraneo e Russia nella politica italiana. 1922-1924.", Milano, Giuffrè, 1983.

© The Author(s). European University Institute.
Digitised version produced by the EUI Library in 2020. Available Open Access on Cadmus, European University Institute Research Repository.

"L'Italia si trova nelle condizioni migliore per effettuare scambi con la Russia meridionale data la sua vicinanza per le vie di mare e per di più, l'Italia è ricca di mano d'opera e scarsa di materie prime e la Russia è scarsa di mano d'opera e ricca di materie prime, si troverebbe nelle migliori condizioni per iniziare scambi reciproci. Naturalmente questi scambi dovrebbero avvenire pel tramite della cooperazione, sia perché nella Russia, la cooperazione occupa il primo posto nell'attività economica del paese, sia anche perché in Italia dato lo sviluppo che la cooperazione va assumendo, queste potrebbe benissimo funzionare da agenzia generale per le importazioni ed esportazioni."[1] Bekker démontrà que les gouvernements établis sur le sol russe et surtout le gouvernement bolchevique, devaient faire leurs comptes avec la puissance des coopératives. Une commission mixte de coopérateurs italo-russes fut alors mise sur pieds pour approfondir les directives générales fournies par le Congrès à propos de futurs échanges commerciaux.

Du côté italien figuraient, en plus de Vergagnini lui-même, Pozzani et Minguzzi qui jouèrent par la suite, un rôle important dans la reprise des relations économiques avec Moscou en participant au voyage de l'été 1920 en Russie soviétique.[2]

Le gouvernement Nitti, un an plus tard, vu les changements de la conjoncture internationale, accueillit favorablement cette initiative qui passait par "L'Istituto Nazionale di Credito Alla Cooperazione" chargé de centraliser les échanges italo-russes et d'en financer les activités.

La situation avait cependant nettement évolué par rapport à 1919: le pouvoir soviétique s'était définitivement consolidé au détriment de l'indépendance des coopératives, le Centrsoyuz, équivalent russe de la LNC. En effet, les représentants des coopératives de Rostov et d'Odessa étaient arrivés en Italie avant la première conquête de ces régions par l'Armée Rouge, fin avril 1919, des régions perdues à nouveau par les bolcheviques en août 1919. Selon Totomianz, interviewé par la suite, la prise d'Odessa et le type de pouvoir politique ne changeaient pas les données du problème et Lénine lui-même sentait l'importance des Coopératives pour la vie économique du pays.[3]

Un premier contrat fut donc signé entre l'Institut pour le Crédit à la Coopération qui finançait le " consorzio cooperativo per gli scambi con l'estero" et les représentants russes, malgré l'occupation d'Odessa et sans que fut connue la position exacte des dirigeants de Moscou en la matière, ce qui rendait en réalité cet accord précaire dès sa conception.

---

1. CI, a.XXXIII, n.1347, 9 mai 1919, p.3, cit..

2. Sur ce voyage mais surtout sur F.Pozzani, auteur avec G.Nofri d'un ouvrage très négatif sur les conditions des forces productives de la Russie révolutionnaire consulter A.VENTURI: "Tra propaganda sovietica e immaginario socialista ..." cit., pp.382-383. L'ouvrage de G.NOFRI e N.POZZANI s'intitule: "La Russia com'è." Firenze, Bemporad, 1921.

3. V.TOTOMIANZ: "I rapporti commerciali fra la Cooperazione italiana e la Russia." dans CI, a.XXXIII, n.1348, 16 mai 1919, p.1, col.4 et p.2, col.1. Voir aussi G.PETRACCHI: "La cooperazione...." op. cit., pp.222-223.

© The Author(s). European University Institute.
Digitised version produced by the EUI Library in 2020. Available Open Access on Cadmus, European University Institute Research Repository.

Par la suite, Totomianz montra encore quels étaient les avantages que les deux pays pouvaient retirer de rapports commerciaux avec le Sud de la Russie et Odessa. Le voyage ne durait que 5 jours par mer. Les Russes s'intéressaient aux produits de la Fiat et de l'Ansaldo, surtout aux machines agricoles.[1] Dans les ports de la Mer Noire, des monnaies d'échanges remplaçaient le rouble, dévalué et peu alléchant pour le commerce avec l'étranger. Taganrog, situé sur l'estuaire du Don, pouvait fournir les matières premières désirées par l'Italie. Batum surtout, au Sud du Caucase soviétique, fournirait le pétrole et les huiles minérales. La Russie centrale pouvait exporter jusqu'aux ports de la Mer Noire le lin et le chanvre nécessaires aux industries textiles italiennes.

Totomianz réaffirmait la neutralité des coopératives dans des circonstances politiques peu sûres. Il se trompait car Lénine et les bolchevicks n'étaient pas prêts à continuer le système qui avait: "ttasferito tutto il commercio estero alle cooperative affidando ad esse la gestione di tutte le imprese industriali statalmente monopolizzate."[2]

L'accord intervenu à Rome entre les représentants des coopératives d'Odessa et Rostov et l'Institut italien de Crédit à la Coopération, représentait cependant un premier pas qui permettait, selon Totomianz, de considérer le futur avec optimisme.

La ville d'Odessa, perdue en août par les bolchevicks, fut reconquise en janvier 1920, à l'occasion de la défaite de l'armée de Dénikine, ce qui provoqua la consternation des Alliés et eut une nette influence sur le changement de politique à l'égard des bolchevicks qu'on ne pouvait réduire par la force des armes.[3]

Malgré les affirmations optimistes de Totomianz, la situation politique des coopératives à Odessa devint précaire sous les 'blancs' et ensuite, ne s'améliora guère durant la conquête définitive par le pouvoir bolchevique. Leur force économique subsistait cependant. Comme l'écrit Petracchi: "All'inizio del 1920, gli uffici esteri della cooperazione russa apparirono come l'unica struttura economica superiore emergente del caos dell'organizzazione commerciale sovietica, dotata di un forte carattere

---

1. Matteo Pizzigallo montre qu'en 1923, à la foire commerciale de Moscou, ce fut justement la Fiat qui remporta un grand succès. La continuité entre les besoins de 1920 et ceux des années successives est nette. M.PIZZIGALLO: "I rapporti italo-russi....", cit., pp.122-123. A ce propos voir aussi "Le attività commerciali italiane in Russia all'indomani del riconoscimento.", in "Mediterraneo e Russia....", cit., pp.193-208.

2. V.TOTOMIANZ: "Relazioni commerciali fra Italia e Russia" dans CI, a.XXXIII, n.1353, 20 juin 1919, p.3.

3. Richard Henry Ullman: "Intervention and the War: Anglo-soviet relations, 1917-1921." Princeton/NJ, Princeton U P, 1961, à partir de sa Thèse "British intervention in Russia, november 1917-february 1920. A study in the making of Foreign Policy." Oxford, Oxford Thesis, 1959. Voir aussi de John BRADLEY: "Allied intervention in Russia. 1917-1920." London, Weidenfeld & Nicholson, 1968 et enfin John SWETTENHAM: "Allied intervention in Russia. 1918-1919. And the part played by Canada.", London, Allen & Unwin, 1967.

Digitised version produced by the EUI Library in 2020. Available Open Access on Cadmus, European University Institute Research Repository.
© The Author(s). European University Institute.

d'indipendenza, nonostante la direzione del Centrsoyuz di Mosca fosse passata a collaborare col Governo sovietico."[1]

Les Alliés espéraient cependant encore traiter avec le Centrsoyuz, l'organisme central des coopératives soviétiques, dans la foulée de ce qu'avait affirmé Totomianz sur la prétendue 'neutralité politique' des coopératives: ils voulaient ainsi boycotter le nouveau pouvoir politique[2].

On espérait favoriser des organismes autonomes du pouvoir bolchevique. Un tel calcul avait certainement pesé sur les décisions de Clémenceau qui avait peur de contrarier une opinion publique assommée par la propagande anti-bolchevique et encore sous le choc du refus de remboursement des emprunts russes. Un tel calcul jouait beaucoup moins chez Nitti.

Nitti n'avait aucun scrupule à traiter avec les représentants du Centrsoyuz en sachant qu'en réalité leur indépendance n'était plus réelle et que l'organisme servait à présent de paravent aux bolchevicks eux-mêmes.[3]

En effet, après la chute d'Odessa, l'autonomie des coopératives russes fut limitée en très peu de temps par les bolchevicks qui comprenaient très bien quels avantages ils pouvaient tirer de ces organismes. Les délégués du Centrsoyuz -pour la plupart des Russes émigrés- qui traitèrent à la mi-janvier avec le Conseil Suprême des Alliés furent alors désapprouvés par Tchitchérine qui tirait pourtant profit de leur travail.[4] Le Commissaire du Peuple laissa carte blanche au Centrsoyuz qui avait conclu à Moscou, un accord avec les bolchevicks rendant caduque l'activité des Russes exilés au nom du Centrsojuz. Le gouvernement soviétique prenait directement en main, à Moscou, la négociation sur la reprise des contacts commerciaux avec l'Occident, se servant des coopératives et renouvelant seulement -mais cette mesure était bien entendu déterminante- les négociateurs. Il annonça l'arrivée d'une Commission présidée par Maxime Litvinov et par Leonid Krassine qui avait les pleins pouvoirs pour traiter, à Londres, avec l'Entente.

Litvinov fut nommé le 2 février 1920 mais, si les Anglais et les Italiens acceptèrent de fermer les yeux sur ce changement substantiel de direction politique des coopératives, la France de Millérand, encore plus anti-bolchevique que celle de Clémenceau, cassa l'accord qui avait été établi à la mi-janvier sous la pression conjointe de Lloyd Georges et de Nitti. Le prétexte en était que les conditions politiques avaient été modifiées substantiellement depuis lors. Il est vrai que l'évacuation d'Odessa avait coûté cher aux Français et que leur ressentiment contre les

---

1. G.PETRACCHI: "La Russia ...." op. cit., p.156.

2. G.PETRACCHI: "La Cooperazione....' op. cit., pp.212-213.
C'est en tout cas ce qui ressort des discussions de la Conférence de San Remo auxquelles nous avons déjà fait allusion.

3. "Nitti... considerava la finzione delle cooperative come un abile mossa di scacchi, così anche Lenin la definì, per avvicinare l'Italia sulla strada di Mosca." G.PETRACCHI, "La Russia..." op. cit., pp.157-158.

4. G.PETRACCHI: "La Russia...." op. cit., p.158.

© The Author(s). European University Institute.
Digitised version produced by the EUI Library in 2020. Available Open Access on Cadmus, European University Institute Research Repository.

bolchevicks en était encore accrû.[1]

Le jour où Litvinov fut nommé à la tête de la représentation soviétique, le gouvernement italien, Nitti en l' occurrence, rappela sa volonté de rétablir des relations commerciales avec Moscou, prélude à une reconnaissance diplomatique de la part de l'Entente. Début mars ,Nitti répéta encore de telles intentions assurant que: "Il Governo avrebbe trattato solo con i rappresentanti delle cooperative russe che fossero autorizzati dal loro paese ad agire in quella veste, vale a dire con quelle cooperative che avessero il riconoscimento e l'approvazione del governo sovietico."[2]

Nitti liquidait ainsi l'héritage des coopératives du Sud de la Russie qui avaient signé un pré-accord avec la LNC socialiste, en mai 1919, par l'intermédiaire de Totomianz, avant la deuxième conquête bolchevique. Il acceptait de traiter avec les représentants du Gouvernement soviétique comme le désirait d'ailleurs le PSI aligné sur les positions des agents bolcheviques en Italie.[3] Cette ouverture profittait donc fortement au mouvement coopératif en expansion à cette époque, comme le mentionne un de ses détracteurs, Giovanni Preziosi.[4]

Parler de la LNC dans l'après guerre oblige à parler d'un de ses dirigeants les plus en vue: Angiolo Cabrini, un des artisans de cette reprise des rapports commerciaux avec les Russes.[5]

Cabrini né en 1869, avait complété sa formation intellectuelle et politique à la fin du XIXème siècle, attaché au socialisme des débuts de la IIème Internationale et aux conceptions prampoliniennes du réformisme gradualiste. Cabrini passa de nombreuses années dans l'émigration politique italienne avant de rentrer au pays vers 1900. Il participa à la lutte syndicale et aux discussions sur la législation sociale. Elu député dès le

---

1. Sur le ressentiment des français surtout à cause des dettes tsaristes voir le panorama général tenté par Stephen WHITE: "The Origins of Detente....", cit., pp.26-27. Voir aussi de A.HOGENHUIS-SELIVERSTOFF: "Les relations franco-soviétiques....", cit., pour qui Clemenceau cachait sous sa réthorique profondément anti-bolchevique, une certaine volonté de dialogue avec les soviétiques. Pour R. GIRAULT, c'est aussi le cas avec Millerand en août 1920, prêt à traiter avec les soviétiques s'ils acceptaient le remboursement des dettes tsaristes. R. GIRAULT, "L'Historien et les relations internationales", cit., p. 291.

2. G.PETRACCHI: "La Russia....", p.159.

3. Voir à ce sujet notre "Nitti e Bombacci...", cit; pp. 410-424..

4. G.PREZIOSI: "Il Cooperativismo Rosso.Piovra dello Stato." Bari, Laterza, 1922, p.20. Aussi Maffeo PANTALEONI: "Bolscevismo italiano." Bari, Laterza, 1922, pp.17-19.

5. F.FABBRI: "Angiolo Cabrini (1869-1937). Dalle lotte proletarie alla cooperazione fascista." dans "Cooperazione e Società." Roma, a.X, janvier-juin 1972, pp.31-91, ici p.63.

© The Author(s). European University Institute.
Digitised version produced by the EUI Library in 2020. Available Open Access on Cadmus, European University Institute Research Repository.

début du siècle, il représenta les intérêts des Coopératives au Parlement. Il participa à la fondation de la CGdL en 1906. En 1912, exclu avec Bissolati des rangs du parti à la suite de la campagne menée par les intransigeants, il fonda le PSRI dont il faisait partie au moment de l'intervention dans la guerre. Il milita dans les rangs de l'interventionnisme démocratique. Dès 1914 cependant il critiquait a posteriori, son approbation de la guerre de Lybie. Au cours de la Grande Guerre, sa position changea.[1] A partir de 1917, il se détacha progressivement des buts de guerre du gouvernement. Il relevait comment, en réalité, la politique interventionniste-démocratique n'était plus celle du ministère Orlando. Dès l'été 1919, tout en n'ayant pas encore obtenu la carte de membre du PSI qui lui avait été retirée en 1912, il approuvait à nouveau la ligne politique de la Direction du parti, voulant renforcer les rapports entre le PSI et la CGdL: il persévérait dans la voie déjà ouverte par D'Aragona et Bombacci en septembre 1918, lors de la signature du Pacte d'Alliance entre les deux organismes.[2]

Réélu député le 16 novembre 1919, membre du Conseil Directeur de la LNC, Cabrini proposa au GPS d'établir entre le parti et la Ligue des Coopératives, un accord plus étroit que par le passé et du même ordre que le précédent accord entre la CGdL et le PSI. A cet effet il proposa que les coopératives: "stringessero rapporti col PSI e delegassero ai deputati del GPS, la loro rappresentanza parlamentare."[3]

Pour ce faire, Cabrini devait arriver à un accord avec Nicola Bombacci, secrétaire du PSI, qui avait tout tenté depuis l'été 1918 pour lier tous les organismes périphériques du socialisme italien au parti et à sa Direction.

Au cours du Xème Congrès de la "Federazione del Libro" qui se tint à Rome, Cabrini rencontra Bombacci. Après que les délégués présents eussent empêché le syndicaliste Edmondo Rossoni de parler aux cris de "Abasso la guerra", Cabrini prit la parole pour flatter la ligne maximaliste de la Direction du parti issue du XVIème Congrès de Bologne: "Sono i Consigli degli Operai, dei Commessi e degli contadini quelli che devono costituire la base del nuovo ordinamento" affirma-t-il, s'alignant ainsi tout à fait sur les conceptions du secrétaire du parti, auteur d'un projet soviétique d'alternative révolutionnaire au Parlement.[4]

---

1. Ibid, p.63.

2. Cabrini affirmait d'ailleurs dans une lettre à Serrati que plusieurs sections maximalistes du PSI étaient prêtes début 1920 à lui donner une carte de membre. IG,"Archivio Serrati", fasc.11, f.25, Lettre de Cabrini à Serrati du 29 avril 1920: "...Molte sezioni sono pronte ad accogliermi, massimalisti compresi e sono le sezioni che conoscono da vicino il mio lavoro...."

3. F.FABBRI, cit., p.63.

4. "Il X° Congresso della Federazione dei Lavoratori del Libro." dans "Battaglie Sindacali" a.I, n.36, 22 novembre 1919, p.3. Voir aussi sur les positions de Cabrini favorables aux conceptions maximalistes de la Direction du PSI A.CABRINI: "Tra le aspirazioni del Sindacato operaio. Dalla fabbrica al parlamento." dans Ibid., a.I, n.38, 8 décembre 1919, p.3.

© The Author(s). European University Institute.
Digitised version produced by the EUI Library in 2020. Available Open Access on Cadmus, European University Institute Research Repository.

Le Congrès suivit Cabrini acceptant que la Fédération du livre rentre dans la CGdL. On avait approuvé la politique maximaliste et voté en faveur de la Russie bolchevique, ce qui démontrait encore la faiblesse du courant réformiste par rapport à la direction du parti.[1]

L'accord entre PSI et LNC était donc facilité. Il prévoyait que la Ligue reconnaisse au PSI le monopole de l'action politique, ce qui avait déjà été le cas en septembre 1918 avec la CGdL. Le GPS, quant à lui, obtenait le monopole de la défense des intérêts des coopératives au Parlement.

Au cours du Congrès de la Ligue qui se tint à Rome les 8 et 9 février, Cabrini avait affirmé dans son odj, vouloir: "affiattare i rispettivi movimenti nell'ambito internazionale, nazionale e locale, rendendo così più disciplinato ... l'avanzata delle classi lavoratrici verso le comuni rivendicazioni... e per confidare ad un unico organo, il GPS, l'azione legislativa e parlamentare intorno alle richieste dei congressi della Lega Nazionale delle Cooperative."[2]

Comme l'écrit encore le biographe de Cabrini: "Egli s'impegnò a conciliare la linea politica delle cooperative con quella della CGdL e del PSI fino a che non venne ufficialmente dichiarata l'alleanza tra i tre organismi " la nuova Triplice" come egli annotò.... Il nuovo vincolo... assunse un inevitabile significato storico."[3]

Bombacci répondit le 8 février. Le secrétaire du PSI acceptait la proposition de Cabrini qui n'obligeait pas les membres de la LNC à s'inscrire au parti.(C'était déjà le cas pour les membres de la CGdL). L'hégémonie du parti politique sur la direction du mouvement ouvrier était cependant reconnue comme il ressort de ce compte-rendu des travaux de la Conférence: "Bombacci dichiara che in massima si trova d'accordo con la relazione del compagno Cabrini e che il PS, il quale ha voluto lasciare alla LNC la iniziativa della proposta dell'alleanza è ben lieta che questa sia avvenuta.

"Osserva che 20 anni or sono la funzione principale del PS era quella di propaganda idealistica e preciso che vi erano scarse simpatie per la

---

1. "L'azione parlamentare della Lega nazionale delle Cooperative nella XXVa Legislatura. Una proposta dell'On.Cabrini." dans CI, a.XXXIII, n.1376, 28 novembre 1919, pp.1-2. Sur ce point nous nous permettons le renvoy à notre: "Il PSI e le elezioni del 1919. La nuova legge elettorale. La conquista del Gruppo parlamentare socialista da parte dei massimalisti." in "Storia contemporanea", a.XV, n.6, dicembre 1984, pp.1093-1146.

2. "Consiglio generale della Lega Nazionale della Cooperative." dans CI, a.XXXIV, n.1387, 13 février 1920, pp.1-6. Voir à ce sujet le point 3 des débats qui traitait du rapport de la LNC avec le PSI et duquel s'occupait Cabrini en personne. H.KONIG, op. cit., p.106-107 et M.PANTALEONI, op. cit., pp.18-21. L'importance de cet accord avec les coopératives socialistes est mentionné dans B.RIGUZZI er R.PORCARI: "La cooperazione operaia." Torino, Piero Gobetti editore, 1925, p.16-18. Voir aussi ce qu'en pensait Cabrini lui-même dans A.CABRINI: "L'orientamento socialista della Cooperazione." dans "Battaglie Sindacali" a.II, n.29, 16-29 février 1920, pp.453-456. et aussi dans "Bollettino del Ufficio del Lavoro e della Previdenza Sociale." Roma, Vol.XXXIII, n.2-3, février-mars 1920, pp.205-211.

3. F. FABBRI, op. cit., pp.34-35.

© The Author(s). European University Institute. Digitised version produced by the EUI Library in 2020. Available Open Access on Cadmus, European University Institute Research Repository.

cooperazione specialmente nelle ali estreme. Oggi la guerra ha dato la rivoluzione, la rivoluzione darà il socialismo. Ma oggi è necessario che si preparino gli organi della società futura, è necessario realizzare perché il socialismo non è distruttore solo ma è sopratutto ricostruzione. Il socialismo massimalista crede alla necessità dell'urto violento del distacco fra le classi, ma quando il proletariato avrà conquistato il potere, allora spetterà ai cooperatori, ai tecnici, a coloro che hanno già dato prove di capacità, che hanno acquisito la esperienza in molti anni di lavoro faticoso ma utile, di realizzare. Fra gli applausi Bombacci conclude con l'augurio che il concorso di tutte le forze proletarie, pure esplicantesi in forme diverse valga a rendere più immediata la vittoria finale."[1]

Le rapprochement institué entre la Ligue et le PSI fut consolidé par un référendum dont les résultats positifs (3.500 votes de coopératives pour l'accord, 20 contres) furent connus le 23 avril[2].

Pour la presse non socialiste en général, l'accord était un triomphe du maximalisme: le président Bassi démissiona de sa charge et le secrétaire Vergagnini sentit le besoin de rappeler aux coopératives et à l'opinion publique que rien n'était changé: "Il voto del nostro consiglio generale, col quale si commetteva al GPS il patrocino dei nostri postulati ha sollevato nella stampa borghese ... allegro strepito di commenti fra il beffardo e l'iroso da far credere che la nostra Lega delle Cooperative presa da un accesso di frenesia massimalista, abbia improvisamente abdicato a tutte le sue belle virtù di indipendenza per farsi sorprendere in scandalosa fornicazione sotto il leonino e poderoso amplesso del più genuino e legittimo esponente del soviettismo, Nicola Bombacci."[3]

Il ressort, en réalité, de ces considérations de Vergagnini qu'au Conseil Général de la LNC, le secrétaire du parti et Cabrini s'étaient entendus à merveille. Bombacci pensait, en effet, sérieusement à intégrer les coopératives dans le futur systême soviétique. Il voulait en plus obtenir l'accord de la LNC à sa politique contre Serrati,[4] et désirait favoriser la reprise des relations commerciales avec la Russie soviétique, tout en privilégiant les coopératives socialistes. Il pensait aux coopératives comme à des organismes économiques capables d'assurer la transition, après la déchéance du secteur privé quand le PSI aurait décidé

---

1. "Il Consiglio generale della Lega nazionale della Cooperative." dans CI, 13 février 1920, op. cit..

2. "La legalità dei deliberati del Consiglio generale e il dovere delle cooperative di rimanere federate." CI, a.XXXIV, n.1397, 23 avril 1920, p.5.

3. A.VERGAGNINI: " Nessun mutamento di rotta" dans CI, a.XXXIV, n.1391, 12 mars 1920, p.1, coll.1-2.

4. Sur le grave différend qui divisait Serrati et Bombacci renvoyons à notre "Nitti e Bombacci...", cit., pp.428-429 et surtout à notre: "D'Annunzio e i socialisti massimalisti. Il ruolo di Nicola Bombacci. 1919-1920. Parte del testo della relazione presentata al Convegno D'Annunzio politico. Il Vittoriale, 9-10 ottobre 1985.", dans "Quaderni Dannunziani", nuova serie, à paraître en 1987 chez l'éditeur Garzanti, pp. 127-187.

© The Author(s). European University Institute.
Digitised version produced by the EUI Library in 2020. Available Open Access on Cadmus, European University Institute Research Repository.

de passer à l'action révolutionnaire décisive.[1]

Selon Giorgio Petracchi, la Ligue des Coopératives passait donc d'un 'wilsonisme générique', lié à l'actualisation des 14 points du programme du Président américain, à une vision politique qui se rapprochait de celle du soviétisme maximaliste et, par conséquent, du bolchevisme russe cher aux maximalistes du parti.[2]

Le 7 février, le jour de l'ouverture du Congrès de la LNC, Nitti rappelait qu'il était disposé à reprendre les relations économiques avec le Centrsoyuz. Un terrain d'entente entre le gouvernement et le PSI à travers les cooperatives liées étroitement au parti (et sous prétexte de la reprise des relations avec Moscou) était créé. Nitti pensait pouvoir insérer cette ouverture à la Russie soviétique dans son vaste dessein de paix européenne et dans ses concessions intérieures aux socialistes, qui représentaient deux niveaux d'une même politique de pacification et de reconstruction économique de l'après-guerre: "l'invito che mi è stato rivolto di riprendere i rapporti economici con la Russia mi dà luogo ad una dichiarazione. Esso non mi trova indifferente.... Io ho già messo tutta la mia buona volontà in questo senso e la mettero in avvenire...."[3]

La voie était ainsi tracée par Nitti. La LNC accepta de rompre avec les coopérateurs russes émigrés à l'étranger et opposés au régime bolchevique, ceux-la mêmes que Tchitchérine avait désavoués. Par l'intermédiaire de Bombacci, déjà inspirateur d'intenses pressions sur le gouvernement Nitti pour le compte des soviétiques, et, de l'agent bolchevique Vodovosov, la LNC proposa au Président du Conseil de jouer un rôle d'intermédiaire entre le Centrsoyuz et l'Italie, comme déjà Totomianz en avait fait miroiter la possibilité en 1919.

Cependant les Britanniques agissaient avec plus de rapidité et de décision dans la même direction. Déjà le 12 février, à Copenhague, le représentant des labouristes anglais O'Grady, avec l'appui de Lloyd George, signait avec Litvinov, l'envoyé du Centrsoyuz, un premier accord qui portait

---

1. A cette nouvelle stratégie politique de la LNC correspondait un véritable développement de ses forces productives et de sa volonté de se confronter sur le marché avec les entreprises privées. Voir M. DEGL'INNOCENTI: "L'impresa cooperativa...", cit., pp. 136-137, qui écrit: "Era ... un tentativo di coordinare gli interventi sul mercato nazionale, raggiundo una elevata specializzazione, esercitando una costante pressione politica, ma soprattutto trasformandosi in una struttura imprenditoriale agente sul mercato nazionale in grado di competere efficacemente con qualsiasi imprese privata del settore..."

2. G.PETRACCHI: "La cooperazione...." op. cit., p.217.

3. Déclaration reprise dans "Italia-URSS...", cit., p.18.

© The Author(s). European University Institute.
Digitised version produced by the EUI Library in 2020. Available Open Access on Cadmus, European University Institute Research Repository.

sur l'échange de prisonniers de guerre et de marchandises.[1]

Le temps pressait, il fallait agir et pas seulement pour contenter les agents bolcheviques sur le sol italien ou le PSI. Comme le note Petracchi: "i socialisti pensarono di anticipare il mondo industriale ed economico italiano per inserire le organizzazioni economiche collaterali al partito nella corrente degli scambi italo-russi... allo scopo di costituire una specie di monopolio degli scambi italo-russi."[2]

En effet, fin janvier naissait un organisme commercial pour les échanges avec la Russie sur la base d'un accord entre "L'azienda consorziale dei consumi del comune di Milano" et "L'Istituto Nazionale Cooperativo per gli scambi con l'Estero." La centrale des Coopératives de consommation de Milan avait voté à ce propos un odj qui affirmait: "per il suo carattere, per la importanza che ha assunto nella economia dei consumi di questa grande città, per i rapporti che ha col Governo e con tutti gli organismi consimili di consumo e di distribuzione della Nazione, ha il dovere di favorire e di aiutare moralmente e materialmente quel qualsiasi movimento tendente ad offrire al nostro paese nuovi mercati per nuovi scambi di merci e di generi di prima necessità ... deve ostacolare con tutte le sue forze che la nuova iniziativa dei Governi dell'Intesa venga unicamente sfruttato dai soliti privati speculatori senza alcun beneficio anzi con danno dei consumatori...."[3]

L'association déclarait, en outre, qu'elle se faisait le promoteur d'une "azione commercialo-politica" pour que l'Italie "sia tra le prime " à s'insérer sur le marché russe. Il fallait nouer les contacts avec les 'organismes frères' en Russie soviétique et en parler au maire de Milan, Caldara, pour qu'il fasse pression sur le Gouvernement en ce sens.

Or, Angiolo Cabrini lui-même dirigeait cette association des Coopératives de consommation de Milan et concentrait son initiative dans deux directions: il signait d'abord un accord avec l'"Institut national des Coopératives pour les échanges avec l'étranger, fondé en 1919; enfin il obtenait la protection du PSI et son appui décisif grâce à l'accord qu'il avait signé au cours du Congrès des 7 et 8 février 1920 avec Bombacci, représentant le PSI. Il obtenait enfin, à la même époque, l'aval officiel du Président du Conseil.

---

1. Sur le rôle que l'échange des prisonniers joua dans la reprise des relations anglo-russes, renvoyons à l'article de Richard K DEBO: "Prelude to negotiations: the problem of British prisoners in Soviet Russia. November 1918-July 1919." in "The Slavonic and East European Review.", Vol.58, n.1, January 1980, pp.58-75. Voir aussi H.KONIG, op. cit., p.105. Sur la valeur de cet accord anglo-soviétique, "the first resumption de facto if not de jure between Soviet union and a major capitalist power...", voir S.WHITE: "The Origin of Detente....", cit., p.20 et surtout, du même auteur "The trade agreement" in "Britain and the Bolshevik revolution...", cit., pp.4-26.

2. G.PETRACCHI: "La Russia...." op. cit., p.168.

3. "La ripresa dei rapporti commerciali con la Russia ed'un iniziativa dell'azienda dei consumi di Milano." dans CI, a.XXXIV, n.1386, 6 février 1920, p.3. Voir à ce sujet G.PETRACCHI: "La cooperazione...." op. cit., p.230.

© The Author(s). European University Institute.
Digitised version produced by the EUI Library in 2020. Available Open Access on Cadmus, European University Institute Research Repository.

Bombacci, de son côté, agissait au parlement pour favoriser les premiers contacts avec les Russes. Le 3 février, il avait demandé à Nitti de reprendre les relations postales avec la Russie soviétique[1]. Le même jour, il avait stigmatisé les déclarations de Clemenceau contre la Russie bolchevique en demandant à Nitti et à Sforza de définir leur attitude à ce propos.[2]

L'initiative des Coopératives italiennes trouvait donc un appui efficace, chez des membres du GPS et, en premier lieu chez Bombacci, membre de son comité directeur et encore secrétaire du parti à cette date.

Bombacci demanda au Président du Conseil, après la réunion des 7 et 8 février, de fournir des passeports à Cabrini et à lui-même, pour retrouver à Copenhague Litvinov qui avait déjà noué des contacts avec les labouristes britanniques pour le compte de Lloyd Georges.

Le secrétaire particulier de Nitti, Magno rappelait à Nitti à Londres, par télégramme, l'urgence d'accepter la demande de Bombacci.[3] "Bombacci e Direzione partito socialista desiderano passaporti per la Russia, prego contentarli."

Le 25 février, au cours de la réunion qui le vit démissionner de sa charge de secrétaire, Bombacci en parlant aux membres de la Direction du PSI: "riferisse sulle pratiche fatte presso il governo italiano allo scopo di ottenere i passaporti per una commissione di studio in Russia. Rileva come il Governo italiano sia costretto a subire anche in questa materia il controllo degli Alleati e segnatamente dell'Inghilterra, la quale pur voleva mantenere il proprio monopolio anche negli eventuali scambi di materie prime e di prodotti industriali con la Repubblica comunista dei Soviet."[4] Serrati proposa alors: "che si incarichi il compagno Bombacci di una missione presso il rappresentante della Russia in unione a chi rappresenta il pensiero e gli interessi della Cooperazione italiana." Bombacci recevait ainsi officiellement le feu vert de la Direction du parti pour se rendre à Copenhague et mener à bien sa politique de rapprochement avec les Soviétiques. Les passeports obtenus, il télégraphiait le 27 février à Litvinov, grâce aux bons offices du sous-secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, Carlo Sforza[5] et de la Légation italienne dans la capitale danoise: "Delegazione partito socialista italiano e consorzio cooperative composta On.li Bombacci-Cabrini, partirà da Roma per avere da voi

---

1. "Atti Parlamentari..." op. cit., p.617.

2. Ibid., p.617.

3. Tél. de Magno a Nitti, 16 février 1920 dans ACS, "Carte Nitti", fasc.64, s-f.3, qui nous a été gentiment transmis par Giorgio Petracchi.

4. "Riunione della Direzione" dans "Avanti!", a.XXIV, n.50, 27 février 1920, p.1, op. cit..

5. Sur le rôle de Carlo Sforza sous secrétaire aux affaires étrangères, particulièrement attaché aux affaires russes voir E.SERRA: "Carlo Sforza ed il Ministero degli Esteri" in "Affari Esteri", a.XVII, n.65, hiver 1985, pp.73-84.

© The Author(s). European University Institute.
Digitised version produced by the EUI Library in 2020. Available Open Access on Cadmus, European University Institute Research Repository.

informazioni e (intese) meriti accordi cooperative per rapporti economici. Assicurarci vostra presenza."[1]

Litvinov prit connaissance du télégramme le 2 mars.[2] Le 8 mars, Bombacci répétait sa demande à Krassine, Commissaire du Peuple à l'économie, qui devait également rejoindre Litvinov.

Les passeports demandés pour le voyage d'une mission socialiste en Russie, furent accordés par priorité aux deux députés socialistes qui allaient se rendre à Copenhague pour établir, pour la première fois depuis la révolution bolchevique, des contacts directs avec les représentants officiels du Gouvernement soviétique.

Giovanni Dugoni, un autre dirigeant syndical avec qui Bombacci avait eu maille à partir en 1918, lors de sa lutte contre les réformistes et le GPS,[3] déclarait le 2 mars au journal de Milan "La Sera", qu'il fallait agir aussi vite que les Anglais en pratiquant une politique d'ouverture avec Moscou et en abandonnant tous les préjugés: "mentre l'onorevole Nitti riceve a Londra un diluvio di proteste amichevole pel problema adriatico che tuttavia non ha fatto un passo innanzi, gli inglesi mandano in sordina missioni commerciali ad accaparare il mercato non guardando troppo pel sottile se quelle missioni devono trattare col governo dei Soviety e non danno modo a missioni di altri paesi di prendere un posto di concorrenza...." Il fallait que l'Italie prenne les devants et se batte pour sa part de marché. Dugoni ajoutait que la présence de Bombacci dans la mission avait elle, "un mandato essenzialmente politico...", ce qui, dès le départ, annonçait la répartition des rôles et des compétences.

Pour les députés-coopérateurs comme Dugoni ou Cabrini, la mission à Copenhague comportait donc deux aspects bien distincts et séparés l'un de l'autre.

Bombacci, quant à lui, interviewé le lendemain par le même journal, déclarait que la mission revêtait une: "portata... innanzi tutto politica. Non potrebbe evidentemente non essere così perché mi manda il Partito Socialista al quale preme di prendere contatti precisi col Governo di Lenin." Bombacci ajoutait que la motivation politique du voyage était: "strettamente unita alle ragioni economiche. Occorre che noi ci rendiamo personalmente conto dell'efficienza economica delle cooperative agricole russe che il Consiglio Supremo Interalleati chiamava in causa fino dal gennaio per la ripresa delle relazioni con la Russia." Le journaliste de "La Sera" était sceptique sur la possibilité de se rendre compte de l'efficacité des coopératives russes en se rendant à Copenhague. Bombacci, lui, assurait que la présence du Commissaire du Peuple pour le Commerce extérieur, Léonid Krassine, offrait les meilleures garanties à ce propos. L'expérience de Cabrini en matière de coopération servirait "per precisare le condizioni del

---

1. ASMAE, DGAP, "Russia 1920", b.1522, f.6846, "Trattative di Copenhagen".

2. G.PETRACCHI: "La cooperazione...." op. cit., p.231.

3. Nous renvoyons à ce propos à notre Thèse de Doctorat pour le compte de l'Institut Universitaire Européen de Florence: "Biographie de Nicola Bombacci. Du réformisme au révolutionnarisme. 1879-1924." Florence, janvier 1985.

© The Author(s). European University Institute.
Digitised version produced by the EUI Library in 2020. Available Open Access on Cadmus, European University Institute Research Repository.

mercato russo," au cours des entretiens avec Krassine. D'autre part, les Italiens devaient aussi rassurer les délégués soviétiques sur le fait que, "i propri organismi cooperativi avrebbero potuto offrirle quei prodotti dei quali hanno maggior bisogno." Bombacci était par ailleurs convaincu que les Russes possédaient les matières premières exportables nécessaires à L'Italie. "Chi poi volesse una superprova circa l'esistenza in Russia di forti quantità di prodotti naturali esportabili non ha che a tenere conto delle numerose trattative già avanzate da americani ed inglesi."[1] Il démontrait qu'en réalité les Anglais tentaient de paralyser les efforts italiens et de s'emparer avant eux des marchés russes; il reprenait ainsi un des arguments clés de toute la discussion avec Nitti et avec les milieux gouvernementaux. Selon lui, le fait que, à quelques heures de son départ, les autorités danoises n'avaient pas encore accordé le visa, était dû aux: "pressioni inglesi che vede nella nostra missione una concorrenza economica." L'Italie aurait pu obtenir des Russes, molto grano, molto lino, lana, pellame, carbone; potrà dare agrumi che già si esportavano in Russia in grande quantità prima della guerra e soprattutto tessuti e macchine agricole."

Bombacci voyait aussi la possibilité, comme les Allemands qui envoyaient ingénieurs et techniciens reconstruire les usines du bassin du Donetz: "di offrire dei tecnici alla Russia. I tecnici italiani sono forse meno precisi dei tedeschi ma li sopravanzano per genialità, rapidità, e snellezza di concezione... fin d'ora, in Italia nuclei di operai, capi tecnici pronti a partire esistono a Torino, a Genova per esempio."

Enfin, Bombacci annonçait le prochain voyage en Russie soviétique des socialistes et des représentants de la CGdL et de la LNC, comme il l'avait déjà mentionné en s'occupant des passeports avec le comm.Magno: le voyage devait compléter sur le sol russe, la prise de contact de Copenhague.

Les déclarations de Dugoni et de Bombacci avant le départ pour Copenhague présentent un double aspect. Le PSI et la LNC voulaient favoriser le mouvement coopératif italien dans les échanges internationaux en obtenant le monopole du commerce italo-russe. Les deux organismes expliquaient leur démarche, par des motivations essentiellement patriotiques et nationalistes qui seront toujours celles que Bombacci utilisera en parlant des échanges commerciaux avec la Russie soviétique.[2]

Le second aspect était lié étroitement à la politique révolutionnaire de la Russie soviétique. Bombacci voulait savoir avec précision ce que les

---

1. "La missione socialista italiana presso la cooperazione russa. Un colloquio coll'onorevole Dugoni." dans "La Sera" Milano, a.XXVII, n.57, 2 mars 1920, p.2, col.5.

2. A ce sujet voir notre "Per una biografia di Nicola Bombacci. Contributo allo studio del periodo 1924-1936" in "Società e Storia", n.25, 1984, pp.591-631, qui met en évidence les conceptions 'nationalistes' de la vision de Bombacci de la reprise des rapports italo-russes. Sur ce même point consulter aussi de Matteo PIZZIGALLO: "I rapporti italo-russi....", cit., pp.136-139.

© The Author(s). European University Institute.
Digitised version produced by the EUI Library in 2020. Available Open Access on Cadmus, European University Institute Research Repository.

Soviétiques pensaient de la révolution en Italie. [1]

Que les motivations du voyage aient été à la fois de prendre de vitesse l'initiative anglaise et celle de la 'bourgeoisie italienne', est indéniable. Une telle distinction apparaîtrait dans le rapport final des deux envoyés:[2] "la Direzione del PSI dall'altra l'azienda dei consumi della città di Milano... e l'Istituto Nazionale Cooperativo per gli scambi con l'estero vennero in contatto con cittadini russi amici del Governo di Mosca, dimoranti in Italia, avertirono la necessità di separare la questione degli scambi commerciali tra l'Italia e la Russia dalla più ampia questione delle relazioni politiche tra i due paesi e quella dello studio delle trasformazioni politico-sociali realizzate dalla Russia dei Soviet...."

Economie et politique se trouvaient en quelque sorte séparés, même si, de fait, les deux aspects de la question étaient étroitement imbriqués dans les entreprises de la diplomatie européenne de l'après-guerre d'une part, et de la politique intérieure du gouvernement Nitti d'autre part. Les deux parties avaient intérêt à parler de relations commerciales.

Bombacci, au départ, pensait gérer seulement les aspects politiques de la mission, selon une division des tâches respectant les termes de l'accord siglé avec la LNC en février. Au cours du voyage cependant, il empiéta sur les compétences de Cabrini. "I due si trovarono d'accordo immediatamente ... nell'assegnare alla missione stessa l'incarico di conoscere da parte russa quale condizioni l'Intesa ponesse alla ripresa delle relazioni commerciali, di conoscere quali scambi fossero possibili tra l'Italia e la Russia, di conoscere i rapporti tra le cooperative russe e il Governo di Mosca, di predisporre eventualmente una disciplina degli scambi ispirata ai seguenti criteri:

"a. evitare che la speculazione privata italiana saltasse adosso agli scambi italo-russi, ai danni dell'una e dell'altra nazione.

"b. valorizzare quelle istituzioni cooperative italiane le quali... potevano offrire al Governo di Mosca e alla classe lavoratrice italiana la garanzia che un qualsiasi regime di preferenze loro accordato in confronto delle imprese di speculazione privata si sarebbe risolto nell'interesse dei consumatori.

L'aspect politique était théoriquement bien distinct de l'aspect économique, car: "da parte sua la Direzione del PSI avvertiva la necessità di pronti contatti con Maxim Litvinoff...." [3]

---

1. Helmut Kŏnig se trompe donc en partie sur les buts de la mission en affirmant: "lo scopo del viaggio di Bombacci e compagni è tutt'altro che commerciale." Cette considération est inexacte, car les intentions de Cabrini étaient vraiment liées à la reprise des rapports commerciaux. H.KONIG, op. cit., p.167.

2. "La relazione Bombacci-Cabrini sugli accordi cooperativi di Copenhague." dans CI, a.XXIV, n.1401, 21 mai 1920, p.3, coll.3-4 et p.4, coll.1-2. Il ne faut pas accepter sans les critiquer comme à tendance à le faire Kŏnig, les considérations de Carlo Sforza, sous-secrétaire au Ministère des Affaires étrangères sur la mission elle-même.

3. Ibid.; "La relazione Bombacci-Cabrini sugli accordi cooperativi di Copenhague".

© The Author(s). European University Institute.
Digitised version produced by the EUI Library in 2020. Available Open Access on Cadmus, European University Institute Research Repository.

Le rapport, écrit a posteriori par Cabrini et Bombacci, tient compte des postulats annoncés par Dugoni et Bombacci avant le départ au journaliste de "La Sera", ce qui permet de penser que les deux délégués s'en tinrent sans doute aux objectifs annoncés.

Si les espérances de la veille furent rencontrées par le contenu des entretiens et de l'accord qui s'ensuivit, c'est ce que nous allons tenter d'analyser.

© The Author(s). European University Institute.
Digitised version produced by the EUI Library in 2020. Available Open Access on Cadmus, European University Institute Research Repository.

3.Les discussions de Copenhague, mars-avril 1920.

Bombacci partit de Rome le 4 mars 1920, le jour même du retour de Londres du Président du Conseil. [1] Le 9 mars, il était à Milan [2] où il résida quatre jours en attente des visa de l'ambassade du Danemark à Rome. Déjà le 3 mars, Bombacci avait déclaré: "la firma verrà. Il sottosegretario agli esteri, on.Sforza se ne interessa particolarmente anche perché il Governo italiano, pur non autorizzandoci ad alcun atto ufficiale a nome suo - né io lo avrei accettato né il PS l'avrebbe permesso - sa benissimo che il Governo russo bolscevico tratterà più volontieri con uomini di idee affini rappresentanti oltre che del partito, le cooperative rosse italiane." [3] Le 1er mars, Sforza télégraphiait à la Légation italienne au Danemark pour annoncer l'arrivée de la délégation. La mission était composée, en plus de Bombacci et de Cabrini, de l'intreprète Michaïl Vodovosov qui s'était entretenu préalablement avec Nitti au sujet de la question des prisonniers russes en Italie. Le 11 mars seulement, les passeports furent délivrés. [4] Le 13 les deux Italiens et leur accompagnateur russe passaient la frontière à Chiasso. [5] Mais le 17, la délégation était bloquée à Berlin à cause de grèves locales dont rendait compte le quotidien de la capitale danoise "Il Politiken". [6] Bombacci télégraphia alors au Ministre d'Italie à Copenhague pour annoncer le retard de la mission [7] qui n'arriva finalement dans la

---

1. Lettre du Questeur de Bologne au MI, 9 mars 1920, dans ACS, Min.Int., DGPS, b.705, fasc.28574, s.-fasc.1, "Nicola Bombacci".

2. Questure de Milan au MI, 10 mars 1920, dans ACS, Min.Int., DGPS, CPC, b.705, cit..

3. "La Sera", 4 mars 1920, op. cit..

4. Sforza à la délégation italienne à Milan, dans ASMAE, DGAP, b.1522, "Russia 1920", f.6846, "Trattative di Copenhagen II. Accordo Gravina-Litvinov."

5. A.VENTURI: "I rivoluzionari russi in Italia. 1917-1921.", Milano, Feltrinelli, 1979, pp.125-126 et aussi Tél. de la Regia Prefettura di Como, 14 mars 1920 dans ACS, Min.Int., DGPS, CPC, b.705, op. cit..

6. "Italiensk-russisk Fangeudveksling." "Il Politiken", 23 mars 1920, p.6, col.2. En dépouillant le journal danois - grâce à l'aide de Mme. Vibeke Sørensen que nous remercions chaleureusement, nous n'avons cependant pas retrouvé la photographie et la biographie de Bombacci qu'annonce E.SERRA dans "Nitti e la Russia...." op. cit., p.95.

7. E.SERRA, op. cit., p.51, note 76.

© The Author(s). European University Institute.
Digitised version produced by the EUI Library in 2020. Available Open Access on Cadmus, European University Institute Research Repository.

capitale danoise que le 22 mars,[1] et rencontra Litvinov, pour la première fois, le 24 mars.[2] L'"Avanti!" ne donne aucune nouvelle du voyage de Bombacci et de Cabrini: en accord avec Nitti, Serrati avait mis sur pieds sa propre mission secrète en Russie bolchevique. Arturo Cappa devait rencontrer à Moscou, à la mi-avril des représentants du Gouvernement et du Comintern comme il ressort des précisions fournies par Antonello Venturi. Les buts de la mission Cappa étaient les mêmes que ceux de la mission Cabrini/Bombacci: aborder à Moscou le problème des prisonniers russes détenus à l'Asinara et parler de la situation politique et économique de la russie soviétique en vue de la reprise de relations commerciales.[3]

Serrati devait cependant reprocher à Cabrini de n'avoir pas envoyé de correspondances de Copenhagen, comme il apparaît dans une lettre de Cabrini au directeur de "L'Avanti!" dès son retour à Rome: "mi dicono che ti sei lamentato per non avere avuto da Copenhagen un servizio di corrispondenza...." Cabrini ajoutait que sans une décision de Serrati à ce propos, il n'avait rien pu faire. De plus, Bombacci ou Vodovosov avaient l'intention d'écrire sans cependant fournir "niente di concreto sulle conversazioni con Litvinoff...."[4]

Le voyage de Cabrini et de Bombacci fut entièrement cautionné par le Gouvernement italien, malgré son caractère officieux et ce n'est que le 11 avril, les entretiens déjà terminés, que les clauses de l'accord furent publiées.[5]

Les délégués avaient agi avec l'appui du Président du Conseil, même si les motivations des socialistes étaient en partie différentes de celles de Nitti. Pour Giorgio Petracchi, "L'iniziativa delle cooperative offriva ... l'occasione di prendere contatto con i delegati sovietici in Europa attraverso intermediari che non impegnavano direttamente la responsabilità

---

1. G.PETRACCHI: "La cooperazione...." op. cit., pp.231-232 et H.KONIG, op. cit., p.104.

2. Sur les entretiens voir: F.FABBRI:"Angiolo Cabrini...." op. cit., pp.36-37; E.SERRA, op. cit., pp.92-94; G.PETRACCHI: "La Russia...." op. cit., pp.168-174; G.PETRACCHI: "La cooperazione...." op. cit., pp.230-233; A.VENTURI: "I rivoluzionari russi....", cit., pp.128-130 et H.KONIG, op. cit., pp.106-108.

3. A.VENTURI: "Tra propaganda...", cit., pp.365-367.

4. Lettre de Cabrini à Serrati, de Rome à Milan, (8 ?) avril 1920 dans Istituto Gramsci, Roma, Archivio Serrati, fasc.11, ff.24-25. Toujours selon cette lettre de justification, Cabrini assurait à Serrati que "Ci impegnammo inoltre a spedire corrispondenze su impressioni di viaggio ecc. iniziando i servizi nello stesso giorno: Bombacci o Vodovosoff per "L'Avanti!", io per "L'Epoca". Anche quest'impegno fu rigorosamente rispettato...." Une autre lettre de Cabrini de la même époque montre la difficulté qui existait à communiquer avec Serrati et la rivalité qui séparait ce dernier et Bombacci, Ibid, fasc.11, f.23.

5. "Ratifica della convenzione commerciale italo-russa." dans "Avanti!", a.XXIV, n.88, 11 avril 1920, p.1, coll.1-2.

© The Author(s). European University Institute.
Digitised version produced by the EUI Library in 2020. Available Open Access on Cadmus, European University Institute Research Repository.

del Governo, ma che chiaramente agivano sotto la sua copertura politica...."[1] Cette prudence n'était pas seulement dictée par l'impossibilitée pour Nitti et Bombacci d'avouer les vraies motivations du voyage que même Serrati semblait ignorer à tel point que Cabrini se sentait en devoir de lui écrire que "non esiste alcuna contraddizione né in buona fede potrebbero determinarsi intralci tra questa ben circoscritta iniziativa e il più ampio compito affidato alla Commissione che andrà in Russia." [2]

La mission avait aussi été délimitée dans ses compétences pour contenter les autorités danoises et obtenir les visas d'entrée dans le pays. Officiellement,son objectif était la mise au point d'un accord avec les Russes sur le rapatriement de leurs prisonniers de guerre, à la suite des contacts à ce sujet de Bombacci et Vodovosov avec Nitti de novembre 1919 à janvier 1920 même si Serrati pensait à d'autres initiatives de son principal concurrent maximaliste.

Une interview accordée par Bombacci au journal danois, "Il Politiken", et d'une conférence de presse des délégués italiens au moment de leur arrivée mentionne le seul problème des prisonniers de guerre. Vodovosov, qui accompagnait la mission en sa qualité d'interprète -mais surtout de lien 'officieux entre les bolchevicks et Nitti- déclara que 5.000 prisonniers russes capturés par les Autrichiens travaillaient sur le front du Trentin. Ils avaient été capturés par les Italiens lors de l'offensive d'octobre 1918 alors que seulement 3 à 4.000 italiens étaient détenus en Russie soviétique. Vodovosov voulait être sûr que les prisonniers n'étaient pas destinés à passer aux armées blanches. C'est pour cette raison qu'il insistait sur l'importance de la rencontre avec Litvinov pour régler la question. D'un accord économique entre coopératives italiennes et Centrsoyuz soviétique, il ne fut pas question durant la conférence de presse. Les envoyés italiens avaient reçu des consignes de prudence en ce sens pour éviter de blesser la susceptibilité des autorités danoises que seule la pression des Britanniques avait convaincues d'accueillir Litvinov. [3]

Le 10 avril, le "Politiken" signalait l'envoi d'une commission d'enquête italienne en Russie, résultat des entretiens entre Litvinov et Cabrini/Bombacci, et ne soufflait mot à propos de discussions sur des

---

1. G.PETRACCHI: "La cooperazione...." op. cit., pp. 230-231.

2. Lettre de Cabrini à Serrati d'avril 1920 -date illisible- conservée dans IG, Archivio Serrati, fasc.11, ff.24-25 cit..

3. Litvinov se trouvait à Copenhagen "in qualità di parlamentare con salvacondotto britannico, solo a scopo umanitario e non politico e la Danimarca solo a queste condizioni accondiscesse al suo soggiorno..." écrivait le représentant diplomatique italien à Rome au Ministère des Affaires étrangères, en décembre 1919. Lettre de De Piseis à Scialoja, 10 décembre 1919, Regia Legazione d'Italia in Danimarca al Ministero degli Esteri, dans ASMAE, DGAP, Danimarca, a.1919-1921, pacco 974, fasc.2276, "Rapporti politici". Carrobio confirmait en février la position du Danemark ainsi: "La Danimarca è stata quasi costretta a ricevere Litvinov per fare cosa gradita all'Inghilterra perché altri Stati non lo volevano...." Lettre de Carrobio à Scialoja, 21 février 1920, Legazione d'Italia in Danimarca al Ministero degli Esteri, dans ASMAE, DGAPP, a.1920, p.974, fasc. 2276, "Rapporti politici", cit..

© The Author(s). European University Institute.
Digitised version produced by the EUI Library in 2020. Available Open Access on Cadmus, European University Institute Research Repository.

problèmes politiques ou économiques.[1] Sans aucun doute, la Grande-Bretagne avait-elle obtenu du Gouvernement danois de limiter les initiatives de la mission Bombacci/Cabrini. Ce dernier télégraphiait d'ailleurs à ce propos à Nitti: "Governo danese avendo condizionato nostra venuta Copenhagen a solo trattativa prigionieri comunicati stampa non accennano questioni scambio che costituiscono base nostri colloqui...."[2]

On peut affirmer que les entretiens des délégations italiennes et russes se décomposent en trois phases successives. Au cours de la première phase, Angiolo Cabrini s'occupa principalement, avec Litvinov, des accords entre coopératives. Le 29 mars un pré-accord était signé qui n'attendait plus que la ratification par Krassine attendu à Copenhague. Cabrini informait régulièrement Nitti en utilisant la correspondance diplomatique. Ensuite, "il comm.Magno su richiesta di Cabrini passava copia dei dispacci all'Istituto nazionale del Credito per la Cooperazione, all'Azienda dei Consumi, a Vergagnini e alla moglie."[3]

La seconde phase se déroula du 7 avril au 13 avril: Cabrini déjà rentré au pays sans avoir attendu Krassine, laissa à Bombacci, le soin de faire ratifier le pré-accord avec Litvinov du 29 mars. Bombacci poursuivit donc, les entretiens commencés par Cabrini, débordant ainsi sur ses prérogatives initiales et les buts de sa propre mission politique.

La troisième phase, plus longue, rend compte de la mutation de la situation internationale qui suit, fin avril, la déclaration de guerre polonaise à la Russie soviétique. Elle s'étend de fin avril à juin, lorsqu'un plénipotentiaire du Gouvernement Nitti, l'attaché naval italien à Stockholm, Manfredi Gravina, signa l'accord pour l'échange des prisonniers et l'échange, entre Italiens et Soviétiques, de délégués commerciaux.

Parallèllement aux deux premières phases, Bombacci et Vodovosov avaient mis au point la convention pour cet échange des prisonniers, signée ensuite par Gravina, et avaient discuté de problèmes de politique internationale, liés aux impératifs de la révolution soviétique et aux exigeances de la situation intérieure italienne.

Revenons sur le déroulement des événements. Lors de la première journée des entretiens, Bombacci salua ses interlocuteurs soviétiques, au nom de tous les socialistes italiens. Litvinov remercia le PSI pour l'aide apportée à la révolution soviétique dans les moments difficiles et se déclara heureux de l'attitude positive du Gouvernement italien à l'égard de Moscou. Après ce préambule de circonstance, il entama la discussion sur la coopération et l'échange de prisonniers.[4]

---

1. "Il Politiken" Copenhague, 10 avril 1920, p.1, col.3.

2. Tél. de Cabrini à Magno au MI par l'intermédiaire de Sforza, dans ASMAE, DGAP, b.1522, "Russia 1920", f.6846, "Trattative di Copenhagen II. Accordo Gravina-Litvinov."

3. G.PETRACCHI: "La cooperazione...." op. cit., p.232, note 61.

4. Résumé de l'entretien fait par le conte Carrobio, Ministre d'Italie à Copenhague, dans ASMAE, DGAP, b.1522, f.6846, op. cit..

© The Author(s). European University Institute.
Digitised version produced by the EUI Library in 2020. Available Open Access on Cadmus, European University Institute Research Repository.

Dès le 26, Bombacci et Vodovosov communiquaient à Nitti les 4 points d'un accord possible pour l'échange des prisonniers. Dans cette première partie des entretiens avec Litvinov, Bombacci et Cabrini s'occupèrent seulement du motif officiel de leur visite, le rapatriement des prisonniers de guerre russes et hongrois. Les 4 points précisaient:

1.Le gouvernement italien s'engageait à rapatrier les prisonniers de l'Asinara jusqu'à Odessa.

2.Le gouvernement russe conduirait les prisonniers italiens à Odessa. Ils repartiraient par le bateau qui avait ramené les russes.

3.L'échange de la correspondance à propos des prisonniers se ferait, en attendant le rapatriement, par courrier diplomatique.

4.Il fallait ajouter aux Russes, les prisonniers hongrois, "di cui fu già fatta richiesta al presidente del Consiglio," avait précisé Litvinov, sans doute lors des contacts préliminaires entre Nitti et Vodovosov.

Bombacci et Vodovosov voulurent connaître l'avis de Nitti à propos des 4 points. Ils annonçaient que Litvinov était prêt à faire du point n°4 un accord séparé.[1]

Parallèllement aux entretiens de Bombacci, du 26 au 29 mars Cabrini mit au point le traité économique. Le 26 mars, troisième journée des entretiens, Litvinov décrivit la situation des coopératives russes et leur nouvelle situation juridique face à l'Etat soviétique. Litvinov annonça qu'en attendant la reprise de relations diplomatiques normales avec l'Italie, les échanges commerciaux passeraient par le Commissariat du Peuple au Commerce, dirigé par Krassine, ce qui exonérait de facto le Centrsoyuz de tout rôle autonome.[2]

Litvinov mit en relief les carences de transports auxquelles la Russie devait faire face à cause des destructions de la guerre civile, invitant l'Italie à fournir des camions qui seraient payés avec de l'or. Il fit mention d'un premier chargement de blé qui rejoindrait la Péninsule avec les prisonniers de guerre italiens.[3]

Le jour suivant, 27 mars, Cabrini élabora un projet d'accord entre les coopératives des deux pays et dès le 29 mars il rentrait en Italie.

Dès son retour, il remerciait chaleureusement le comte Sforza, l'ambassadeur à Berlin, le comte Aldovandi et le représentant italien à Copenhague, Carrobio, illustrant bien à quel point cette mission jouissait d'un caractère officiel.[4]

Il communiquait le résultat de ses entretiens avec la copie du pré-accord "a Vergagnini, a Nofri per l'Azienda Consorziale dei Consumi di

---

1. Tél. du 26 mars 1920 à Nitti par l'intermédiaire de la "Regia legazione d'Italia a Copenhagen" dans ASMAE, DGAP, Russia 1920, b.1522, fasc.6846, op. cit.. Voir aussi E.SERRA, op. cit., pp.91-92.

2. Tél.de Cabrini du 28 mars 1920 in Ibid..

3. E.SERRA, op. cit., p.94.

4. Lettre de Cabrini à Sforza, 7 avril 1920 dans ASMAE, DGAP, "Russia 1920", b.1522, fasc. 6846, op. cit..

© The Author(s). European University Institute.
Digitised version produced by the EUI Library in 2020. Available Open Access on Cadmus, European University Institute Research Repository.

Milano ed a Gennari per la Direzione del partito."[1]

Le 31 mars, Nitti signifiait à Bombacci par l'intermédiaire de Sforza que les trois premiers points du pré-accord sur les prisonniers entre Litvinov et Vodovosov/Bombacci étaient acceptés Il fallait momentanément geler le 4ème: "Presidente del Consiglio concorda pienamente sui punti 1,2,3, e sarà lieto dare ordini urgenti. Pel punto 4 che trarebbe ora serie lungaggini, si penserebbe dopo."[2]

Le 6 avril, un texte plus détaillé de l'accord sur le rapatriement des prisonniers était envoyé à Nitti. Il prévoyait notamment le renvoi en Russie soviétique et dans les Etats voisins de tous les prisonniers qui en faisaient la demande individuelle, à l'exception des condamnés pour de graves délits. Les clauses restaient les mêmes, mais Litvinov avait accepté d'abandonner le point 4. Il était en outre précisé qu'une fois signé, l'accord devait être exécuté dans les deux mois et que le gouvernement russe serait informé quinze jours avant le départ du bateau. L'accord prévoyait enfin l'envoi d'un plénipotentiaire du Gouvernement italien pour le signer à Copenhague, étant bien entendu impensable qu'un chef du maximalisme révolutionnaire signe un accord pour le compte de son Gouvernement: "Bombacci prega telegrafare se R.Governo approva definitivamente tale convenzione ed in tal caso chi esso delega per firmarlo...."[3]

Le 9 avril Sforza assurait Carrobio et Bombacci du soutien de Nitti: "prego informare Bombacci che il Presidente del Consiglio approva lo schema di convenzione. V.S. e Bombacci stesso sono pregati di firmare a nome del Governo."[4]

La demande était, en réalité, un véritable piège qui, si Bombacci n'avait pris garde de ne pas signer, se serait retourné contre le député de Bologne et l'aurait discrédité aux yeux des maximalistes. En effet, signer un accord officiel au nom du Gouvernement de sa Majesté Vittorio Emmanuele était chose inconcevable pour un représentant du parti révolutionnaire opposé au Gouvernement et aux institutions. Dès le 6 avril, Bombacci avait demandé l'envoi d'un plénipotentiaire pour signer à sa place. Ce refus n'était donc pas lié comme l'écrit Serra à la nécessité de rentrer immédiatement en Italie pour assister au CN du PSI de Milan mais bien à sa qualité de député maximaliste.[5]

Depuis 1910 Bombacci n'avait défendu qu'une idée: empêcher toute collaboration des socialistes avec le Gouvernement. Depuis 1917, il

---

1. Lettre de Cabrini à Serrati, cit., "Archivio Serrati", fasc.11, f.24.

2. Tél. n.4137 de Rome à Copenhague, 31 mars 1920, dans Ibid..

3. Conte Carrobio à Sforza pour Nitti, Tél. chiffré, n.1728, 6 avril 1920 dans Ibid..

4. Sforza à Carrobio pour Bombacci, 9 avril 1920 dans Ibid..

5. "Si era precipitato a Milano, écrit Enrico Serra, per ottenere la rattifica della convenzione da parte delle cooperative." E.SERRA, op. cit., p.97. G.PETRACCHI: "La Russia...." op. cit., parle lui de "mature riflessioni" qui empêchèrent au dernier moment Bombacci de signer, p.326, note 81.

© The Author(s). European University Institute.
Digitised version produced by the EUI Library in 2020. Available Open Access on Cadmus, European University Institute Research Repository.

incarnait réellement l'orthodoxie maximaliste par rapport à la ligne 'collaborationniste' de Turati et aux hésitations de Serrati. Il ne pouvait donc tolérer aucune participation de socialistes aux initiatives gouvernementales et ne pouvait signer cet accord sans faire preuve d'incohérence manifeste et sans prêter le flanc aux attaques de Serrati même si, au nom des intérêts de la Russie soviétique, il avait été jusqu'à représenter en fait Nitti et le gouvernement italien à Copenhague.

Quant à ce dernier, il était surtout intéressé par les discussions qui devaient avoir lieu entre Leonid Krassine et, Nicola Bombacci resté seul avec Vodovosov, à propos du texte élaboré le 29 mars par Cabrini et Litvinof et ratifié ultérieurement, dans sa forme provisoire, par les Coopératives de Milan dès le retour en Italie de Cabrini.

Le temps pressait: le ler mars déjà, le Ministère de l'Intérieur annonçait aux affaires étrangères qu'une commission de techniciens soviétiques, accompagnés par le Commissaire Krassine, devait se rendre en Angleterre, alors que les accords nécessaires pour une telle mission furent réellement mis au point au cours de la Conférence de San Remo du 18 au 26 avril.[1] A l'époque, ce qui avait intéressé le Ministère italien touchait la possession par cette délégation soviétique, d'un important stock d'or et de platine: "che la medesima commissione porta con se per pagamento di merci da acquistare sul mercato inglese...,"[2] facteur sûrement aléchant pour les milieux industriels et commerciaux de la Péninsule, susceptibles d'entrer en contact avec les Soviétiques. [3]

---

1. Voir à ce propos G.PETRACCHI, cit., p.170. Le 21 avril Krassine envoyait une lettre aux représentants du Conseil Supérieur siégeants à San Remo, de Copenhague. Il acceptait l'intermédiaire du Centrosoyuz comme mesure momentanée pour 'agir en qualité d'institution administrant tout le commerce extérieur', écrivait-il. La lettre est conservée dans les DBFP, Vol.VIII, 1919-1935, 1920, Doc.appendix to n.16, pp.184-185. Le 26 avril les Alliés acceptaient la venue de la délégation Krassine à Londres. In ibid., Vol.XX, 1919-1935, pp.230-231.

2. Ministère de l'Intérieur au "Regio ambasciatore italiano a Londra", ler avril 1920, dans ACS, Min.Int., DGPS, CPC, b.705, op. cit.. Sur le problème délicat de 'l'or russe' dans la reprise des relations commerciales avec l'Occident, voir E.H.CARR, op. cit., p.172. Sur le problème des dettes voir Harold Glenn MOULTON et Leo PASVOLSKY: "Russian debts and Russian reconstruction. A study of the relation of Russia's foreign debts to her economic recovery." New York, Mc Graw Hill, 1924 et, plus récent Dan P SILVERMAN: "Reconstructing Europe after the Great War.", Cambridge/Mass., Cambridge U P, 1982.

3. La réponse de l'ambassadeur italien, Bonin, à la conférence des ambassadeurs à Londres, précisait qu'une telle somme devait surtout être utilisée pour la propagande soviétique. (Lettre de Bonin à Nitti, n.00667, "Sezione italiana della Conferenza degli ambasciatori", 25 mars 1920, dans ACS, Min.Int., DGPS, CPC, b.705, op. cit..) Bonin fournissait même la liste détaillée, avec les fonctions des 14 accompagnateurs de Krassine, une liste qu'il avait dû obtenir des autorités britanniques elles-mêmes. (Ibid.. Voir aussi E.SERRA, op. cit., pp.94-95.)

© The Author(s). European University Institute.
Digitised version produced by the EUI Library in 2020. Available Open Access on Cadmus, European University Institute Research Repository.

La délégation commerciale présidée par Krassine, en route vers la capitale anglaise, avait été retardée à la frontière de la Lithuanie. Elle arriva au Danemark vraisemblablement le 7 avril. Le 8, Bombacci entrait enfin en contact avec le Commissaire du Peuple au Commerce et sa suite qui devaient continuer leur voyage vers Londres pour remplacer les membres des coopératives russes que les autorités bolcheviques avaient cessé de reconnaître.[1] Bombacci avait ainsi la possibilité de traiter avec Krassine, avant les Anglais et après les Suédois.

Le député de Bologne accepta de faire le jeu de Krassine en invitant le Président du Conseil italien à reconnaître la Russie soviétique s'il voulait obtenir un bon accord commercial: "il criterio seguito da Krassine e pienamante condiviso da Bombacci, écrit Petracchi, era rivolto a ricondurre il Centrsoyuz ad organo esecutivo del nuovo Stato e conseguentemente ad accreditare il Governo sovietico quale parte contraente della convenzione non solo nella sostanza ma anche nella forma."[2]

En réalité c'est dans cette phase cruciale de la négociation, au moment où les bolchevicks démontraient que, tout en acceptant la couverture des coopératives, ils entendaient traiter d'Etat à Etat avec l'Italie, que Bombacci entra en jeu et mit à la disposition de la diplomatie soviétique tout le poids et l'influence dont pensait disposer à cette époque le PSI, influence que Bombacci vantait depuis longtemps et qui avait servi depuis l'arrivée au pouvoir de Nitti.[3]

Il laissa entrevoir à Litvinov et à Krassine une idéee présomptueuse selon laquelle le PSI dominait Nitti et pouvait même le faire chanter: "il Governo di Mosca , écrit encore Petracchi, agiva così nella convinzione tratta da Litvinov e Krassin nei loro incontri coi socialisti che il movimento rivoluzionario avesse tanta forza da "garantire la sottomisssione del governo italiano" che aveva talmente bisogno della Russia da venire incontro ad essa."[4]

C'est sans doute sur la base des informations de Bombacci que Krassine insista, malgré les circonstances difficiles qui recommandaient la modération, pour obtenir de Nitti la reconnaissance officielle et diplomatique du Gouvernement soviétique proposant même de se rendre en Italie pour continuer les discussions bilatérales au plus haut niveau. Krassine avait ainsi été induit en erreur par Bombacci puisque Nitti, au cours de la Conférence de San Remo, avait marqué son accord complet avec Lloyd Georges pour limiter, dans l'immédiat, la reprise des relations avec la Russie bolchevique aux relations commerciales.

---

1. G.PETRACCHI: "La cooperazione...." op. cit., p.232.

2. G.PETRACCHI: "La cooperazione...." op. cit., p.233.

3. Sur la réelle valeur de cette influence et, surtout sur le fait que Nitti, en réalité, reste partiellement maître de la situation nous renvoyons à notre "Nitti e Bombacci...", cit.. Antonello Venturi a d'ailleurs amplement raison d'écrire que Nitti contrôlait - (il était au moin au courant de cette activité) - tout l'appareil illégal du PSI et ses rapports clandestins avec les Russes grâce à ses contacts officieux continus avec le PSI. A.VENTURI: "Tra propaganda...." , cit., p.379.

4. G.PETRACCHI: "La Russia...." op. cit., p.175.

© The Author(s). European University Institute.
Digitised version produced by the EUI Library in 2020. Available Open Access on Cadmus, European University Institute Research Repository.

Les pressions de Bombacci étaient par ailleurs inutiles parce que Nitti désirait signer l'accord commercial le premier.

Le député de Bologne se fiait beaucoup trop aux apparentes faiblesses de Nitti et à sa dépendance par rapport aux volontés socialistes.

C'était sans aucun doute une combinaison bien plus équilibrée des facteurs économique et diplomatique, liée aux pressions du PSI, qui poussait Nitti à demander à Sforza et au Ministre de l'Industrie Dante Ferraris, d'accélérer les négociations pour la reprise des relations commerciales avec la Russie par une pression sur les Alliés plus hésitants comme Millérand. Nitti écrivait: "... che da parte nostra nulla si tralasci affinché gli altri non ci precedino in una strada che noi siamo stati i primi a battere e sulla quale, con molta difficoltà, abbiamo invitato gli Alleati."[1]

Les événements se précipitaient. Devant le refus momentané - jusqu'à la fin de la Conférence de San Remo- des autorités anglaises d'accueillir la délégation de Krassine, le commissaire au Commerce télégraphia personnellement et directement à Nitti pour: "spostare in Italia l'asse delle trattative fra la Russia sovietica e l'Intesa." Mais, comme le note Petracchi, "... anche nella politica russa... (Nitti) non poteva perdere del tutto i contatti con la Gran-Bretagna."[2] Sinon, les relations italo-anglaises auraient subi une nette détérioration dans un moment déjà délicat des contacts bilatéraux. Les fonctionnaires de carrière de la "Consulta" n'étaient pas non plus prêts à accepter une initiative aussi aventureuse du Président du Conseil. Les Russes prétendaient, en effet, que Nitti, au moment où se déroulait, à San Remo, un troisième cycle de conférences du Conseil Suprême de l'Entente, effectuât un véritable coup de théâtre diplomatique, en acceptant unilatéralement de reconnaître le gouvernement bolchevique.[3]

L'initiative de Krassine semblait donc avoir été inspirée par Bombacci et Vodovosov. Il n'est pas hasardeux de penser que des pressions similaires sur Nitti provenaient aussi de Serrati et de Cappa, son homme de confiance à Moscou.

Un jour avant l'envoi du télégramme de Krassine, Bombacci avait lui-même télégraphié à Cabrini à Rome: "considerato l'importanza due paesi, chiesto delegazione Krassin-Litvinov se disposta venire Roma -stop- Litvinov riserva risposta dopo assicurazione nulla osta Governo italiano -stop- Ritengo impossibile opposizione data interessi economici Italia. Affido tuttavia tua intelligente interessamento unione partito risultato favorevole comunica Gennari. Attendo risposta urgente. Bombacci ."[4] Bombacci voulait que Cabrini pousse le nouveau secrétaire du parti, Gennari, à faire pression sur Nitti

---

1. Tél. du 10 avril 1920, n.21157 de Nitti à Sforza et Dante Ferraris dans ASMAE, DGAP, "Russia 1920", b.1522, fasc.6846, op. cit..

2. G.PETRACCHI: "La Russia...." op. cit., p.171.

3. Sur cette conférence voir G.PETRACCHI: "La Russia...." op. cit., p.171.

4. Tél.de Bombacci à Cabrini de Copenhague à Rome, "Per intellgnz Kopenhague" (sic)819/G, 50,6, 9 avril 1920 dans ACS, Min.Int., DGPS, CPC, b.705, op. cit..

© The Author(s). European University Institute.
Digitised version produced by the EUI Library in 2020. Available Open Access on Cadmus, European University Institute Research Repository.

pour accepter que les discussions se poursuivent à Rome. La mission russe aurait ainsi reçu un statut officiel.[1]

Non seulement Bombacci avait contacté Cabrini pour demander que Gennari exerce les pressions nécessaires, mais il avait écrit directement à Magno avec qui il entretenait certains rapports personnels depuis la résolution du conflit des employés des chemins de fer,[2] le même jour, le 9 avril: "Ripeto desiderio delegazione trionfo nostra politica valorizzazione posizione Italia fatta centro trattative importantissime riguardanti futuro indirizzo politico economico internazionale. Interessi essenziali nostro paese fortemente avantaggiato assoluta preferenza. Pregoti assecondare e caldeggiare presso Presidente del Consiglio questa richiesta assicurandogli ripercussione simpatica masse operaie due paesi."[3]

L'argument majeur sur lequel s'appuyait la demande, à part les bénéfices économiques que l'Italie aurait pu obtenir de son rapprochement avec Moscou -une affirmation qui ne reflétait pas les réelles possibilités de l'économie soviétique-[4] touchait à la politique intérieure et aux intérêts économiques nationaux. Bombacci proposait littéralement à Nitti une période de paix sociale, contre l'assurance de la reprise des relations avec Moscou. C'était là exactement ce que désirait Lénine, hostile à l'extention du mouvement révolutionnaire à l'Occident dans les conditions particulières vécues par la Russie soviétique en 1920.[5]

L'enthousiasme de Bombacci allait cependant être déçu par le refus de Nitti, davantage influencé par les liens au sein de l'Entente que par des pressions du PSI, cette influence était explicitement reconnue par Nitti lui-même dans sa réponse à Krassine. Le Président du Conseil mentionnait la Suisse comme pays neutre susceptible d'accueillir les discussions ajoutant que: "non vi nascondo d'altronde che il mio desiderio di creare al più presto le migliori relazioni colla Russia, è intenso ma che debbo pure tenere conto di certi riguardi interalleati."[6]

Entretemps, à son arrivée à Copenhague, la délégation présidée par Krassine, surtout Noguine, Rosovsky, Kintchouk et Litvinov, prirent en

---

1. Cabrini contacta effectivement Gennari comme il ressort de sa lettre à Serrati déjà cit..

2. Vedere a questo proposito il nostro "Nitti e Bombacci...", cit., pp.401-410.

3. Cité par E.SERRA, op. cit., pp.102-103.

4. E.SERRA met surtout en évidence le peu de perspectives qu'offrait l'économie soviétique aux échanges commerciaux en 1920 comme la mission d'Ettore Conti l'avait d'ailleurs relevé; E.SERRA: "Nitti e la Russia" dans "Francesco Saverio Nitti...." cit..

5. P.MELOGRANI: "Il mito della rivoluzione mondiale..", cit..

6. Télégramme de Nitti à Krassine du 12 avril 1920 cité dans "Italia-URSS...", cit., p.18. Voir aussi sur cet épisode Piero MELOGRANI: "Il mito della rivoluzione mondiale...", cit., pp.165-166.

© The Author(s). European University Institute. Digitised version produced by the EUI Library in 2020. Available Open Access on Cadmus, European University Institute Research Repository.

considération, l'accord du 29 mars, avec la délégation italienne Carrobio, Vodovosov et Bombacci.[1] Les deux délégations acceptèrent de porter de 6 mois à 1 an la durée de la convention.[2] "Telegrafata in Italia, l'avvenuta ratifica da parte russa, l'Azienda dei consumi di Milano e l'Istituto Nazionale Cooperativo per gli scambi con l'Estero ratificarono alla loro volta con un plauso ai negoziatori."[3] L'accord commercial entre le Centrsoyuz et les Coopératives italiennes restait totalement séparé de l'accord sur le rapatriement des prisonniers et des nouveaux rebondissements diplomatiques de l'affaire, dus au refus des Anglais de recevoir Krassine et de transférer les négociations à Rome. De plus, le texte de l'accord n'engageait pas le gouvernement Nitti bien que celui-ci eût permis au représentant des coopératives de se rendre à Copenhaguen pour rencontrer les Russes.

Il signifiait en gros que: "...le cooperative italiane avevano ottenute il monopolio per tutte quelle transazioni economico-commerciali che esse coprivano 'in proprio'. Per la parte della attività da esse non coperte, l'organo cooperativo appositamente costituito, avrebbe servito come intermediario tra il Centrsoyuz e le imprese private dell'industria e del commercio."[4]

Le point 6 du traité mentionnait que la convention avait une valeur limitée et que pour obtenir des relations commerciales définitives et généralisées, on devrait à nouveau négocier et, surtout, lier le problème des relations commerciales à la reprise de relations diplomatiques entre les deux pays. Le traité prévoyait surtout un échange de délégués commerciaux qui joueraient, en attendant, le rôle d'ambassadeurs officieux, devant préparer les futures négociations.

---

1. "Relazione Cabrini/Bombacci ...." op. cit.. Sur les membres de la délégation Krassine qui participèrent à la discussion voir E.H.CARR: "La révolution bolchevique. 1917-1923. La Russie soviétique et le monde.", Vol.III, Paris, Editions de Minuit, 1974, pp.171-172.(Edition consultée)

2. E.SERRA, op. cit., pp.102-103 et G.PETRACCHI: "La cooperazione...." op. cit., p.233 note 63.

3. "Relazione Cabrini/Bombacci ...." op. cit..

4. G.PETRACCHI: "La cooperazione...." op. cit., p.232. H.Konig écrit que "il trattato non ebbe nessuna grande importanza ma ha il merito di essere apprezzato come il primo trattato commerciale dopo la revoca del blocco che per il suo contenuto è molto vicino al tipo di trattato fra Governi." op. cit., p.107. Konig se réfère personnellement, aux sources soviétiques qui permettent de prendre connaissance de tout le traité.Voir aussi F.FABBRI, op. cit., p.87 qui met en évidence les limites et les avantages du traité. On se trompe si l'on pense que cet accord représentait le 'premier traité avec la Russie soviétique depuis la levée du blocus'. Le premier traité fut conclu entre soviétiques et suédois le 15 mars 1920 à Stockholm où Krassine était passé avant d'arriver à Copenhague,(E.H.CARR, op. cit., pp.172-173.) et le second, le lendemain, le 16 mars, avec la Grande-Bretagne. (S.WHITE: "Origins of detente...", cit., p.20 et "Britain and the bolshevik revolution....", cit., pp.4-26.)

© The Author(s). European University Institute.
Digitised version produced by the EUI Library in 2020. Available Open Access on Cadmus, European University Institute Research Repository.

Sforza intervenait sur le point 6 en demandant à Bombacci de communiquer aux Russes que: "per norma esclusiva di V.S. avverto che circa il punto 6 penso delegare un nostro funzionario che si recherebbe in Russia come un privato. Egli passerebbe da Copenhagen per prendere dei contatti e durante sua dimora costi presterebbe per gli affari russe servizio presso legazione."[1]

Manfredi Gravina était le délégué en question. C'est lui qui reprit, dans la troisième phase des négociations la place occupée par Bombacci et Cabrini. Mais cette fois il agissait directement pour le compte du Gouvernement italien et détenait le pouvoir de signer le traité.

La convention ne portait pas, bien entendu, la signature de Bombacci qui avait laissé à Cabrini le soin de signer l'accord, comme on pouvait le lire dans un rapport du 21 mai qui tenait compte de la division des tâches entre la LNC et le PSI: "si tratta di un accordo di carattere economico impegnanti istituzioni omogenee per scopi commerciali. Il PSI, ente politico ... così è chiamato dalla Convenzione ad esercitare la sua opera di controllo politico."[2]

Le 7 avril pourtant, Bombacci était tombé d'accord avec Litvinov sur le fait que: "La delegazione commerciale russa abbia un suo ufficio di corrispondenza in Roma," débordant ainsi, en l'abscence de Cabrini, sur le domaine commercial de l'accord, et cela, dès l'arrivée de Krassine qui avait affirmé que des réserves de blé, de lin, de pétrole et de boi, susceptibles d'intéresser l'Italie ne pouvaient pour l'instant être transportées: "sia per le difficoltà dei trasporti sia per le esigenze della azione militare a difesa della Russia...."

Bombacci discuta aussi avec Krassine de la "questione della mano d'opera italiana desideratissima in Russia per lavori di canalizzazioni, strade ecc. da eseguirsi nelle regioni meridionali nonché per imprese agricole..." Le problème aurait été assumé par le commissariat du Peuple à l'émigration et par la Fédération des Coopératives de travail et de production et devait faire l'objet d'accords ultérieurs avec la LNC, Bombacci se limitant, sur ce point, à jouer le rôle d'intermédiaire.

Du point de vue économique, le traité n'offrait rien de tangible dans l'immédiat ni aux Russes ni aux coopératives italiennes. S'il revêtit une très grande importance politique pour le monde des coopératives socialistes italiennes, il n'en avait guère pour les Russes qui espéraient obtenir bien plus de la part du Gouvernement et des milieux d'affaire de la Péninsule.

Ce traité représentait cependant, selon nous, le point culminant d'une offensive du PSI visant à s'intéresser aux relations économiques d'Etat à Etat. Il empiétait de plus en plus sur les prérogatives gouvernementales et ici, en l'occurence, il entamait le processus qui aurait conduit les socialistes à supplanter le Gouvernement et les institutions légales. Ce traité faisait donc partie de la stratégie socialiste maximaliste, dont Bombacci était un des premiers idéologues et qui visait à supplanter de facto et sans réelles compromissions, les pouvoirs du gouvernement et à rendre si fragiles les institutions elles-mêmes que les structures syndicales, celles des coopératives ou des communes socialistes, intégrées

---

1. Tél. de Sforza à Carrobio pour Bombacci qui contenait aussi l'approbation du traité par Nitti dans ASMAE, DGAP, b.1522, fasc.6846, op. cit..

2. Rapport Cabrini/Bombacci op. cit....

© The Author(s). European University Institute.
Digitised version produced by the EUI Library in 2020. Available Open Access on Cadmus, European University Institute Research Repository.

dans des soviets qu'il fallait mettre en place avant la révolution, pourraient ainsi diriger la Nation.

Le monopole des relations économiques avec la Russie soviétique offrait aux coopératives italiennes un pouvoir théoriquement étendu qui débordait nettement les termes du traité et entraînaient des conséquences politiques énormes. C'était donc là, un aspect important de l'offensive contre l'Etat bourgeois que menait la "Triplice du Travail", la CGdL, la LNC et le PSI, pour la conquête de l'Etat 'par l'intérieur'. Ce type de monopole ressemblait dans sa substance et sa philosophie, aux pactes agricoles que la "Federterra" tentait de faire avaliser par les propriétaires fonciers en imposant le monopole de l'embauche de main-d'oeuvre dans les campagnes émiliennes. C'était la même politique que poursuivait la FIOM, (la Fédération syndicale des métallurgistes) dans les usines, lorsqu'elle tentait d'élargir les droits et les compétences des "Conseils d'usine" et à s'emparer de tous les rouages de la production. Le PSI visait sciemment à faire main basse, peu à peu, sur toutes forces productives du pays, mettant ainsi en oeuvre une stratégie graduelle et progressive de construction d'un Etat dans l'Etat. Le traité, cautionné par Bombacci et approuvé par Nitti s'insérait harmonieusement dans une telle offensive des socialistes maximalistes.

Dans ces premiers mois de 1920, on assistait ainsi, sur tous les plans, à l'offensive la plus systématique et la plus dangereuse que l'Etat parlementaire démocratique eût subi jusque-là. Cette stratégie était dénoncée avec acharnement par les ennemis de la coopération socialiste, par de nombreuses associations de classes moyennes et de professions libérales, principalement, par les milieux liés au 'combattantisme' et par les nationalistes qui envisageaient avec appréhension les tentatives des Coopératives 'rouges' de maîtriser grâce à leur monopole, la part de la vie économique du pays liée aux échanges avec l'étranger.[1]

Les Russes, qui désiraient avant tout obtenir les produits de l'industrie lourde italienne, de la Fiat, de l'Ansaldo, n'éprouvaient qu'un intérêt modéré pour les importations de produits alimentaires des coopératives italiennes, et se souciaient bien peu de favoriser la stratégie du PSI. Ils n'auraient pu, de toute façon gérer la distribution d'éventuels stocks de produits alimentaires, vu la situation exécrable des transports en Russie, stocks que d'ailleurs, ils ne possédaient pas. Les accords signés par Krassine avec les Suédois le 15 mars, avaient déjà démontrés à quel point les Russes recherchaient les contacts avec les firmes privées capitalistes en vue de reconstruire leurs moyens de communication. Ils ne visaient nullement à favoriser les intérêts du mouvement socialiste des

---

1. Voir ce qu'on écrivait contre la tendance des coopératives romagnoles de Nullo Baldini et la "Federazione nazionale delle cooperative di produzione e di lavoro" qu'il dirigeait, d'obtenir le monopole de divers services, dans G.PREZIOSI: "Il cooperativismo rosso piovra dello Stato...." op. cit., pp.295-303. Les trois directions dans lesquelles s'engageait la coopération italienne, production, travail, distribution de biens et services, semblaient, en 1919-1920, offrir les bases du futur Etat collectiviste rêvé par les maximalistes à tel point que: "nelle file della borghesia suscitasse eccessive preoccupazioni per quello che sembrava una sorte di monopolio volto ad eliminare la concorrenza." M. DEGL'INNOCENTI: "L'impresa cooperativa...", cit., p.115.

© The Author(s). European University Institute.
Digitised version produced by the EUI Library in 2020. Available Open Access on Cadmus, European University Institute Research Repository.

pays, futurs partenaires commerciaux[1].

C'est d'ailleurs ce qu'avait reconnu Litvinov sans ambages, lors de son premier entretien avec la délégation italienne. La politique soviétique tendait à favoriser à tout prix ses intérêts nationaux immédiats au détriment de ceux de la révolution mondiale et de ceux des partis frères et des classes ouvrières et paysannes des pays industrialisés, elle illustre l'opposition systématique de Lénine à l'extension de la révolution bolchevique à l'Occident. Il semble donc aujourd'hui bien difficile de soutenir que les bolchevicks tentèrent de favoriser les révolutionnaires liés au Komintern et désireux de contribuer la révolution mondiale. Ce qui apparaît aussi, au-delà de cette constatation que de nombreuses recherches devraient encore étayer, c'est que Lénine et les bolchevicks, en agisssant de la sorte, s'opposèrent systématiquement aux intérêts non seulement des partis frères, mais surtout de la classe ouvrière des pays industrialisés; ils s'engageaient délibérément, depuis octobre 1917, sur la voie qui permettrait la construction de ce qui s'appellerait plus tard le 'socialisme dans un seul pays'.

Les actuels fonctionnaires du Ministère des affaires étrangères soviétique, parlant de l'origine de la politique extérieure de leur pays depuis 1917, ne cachent d'ailleurs nullement ces visées léninistes et affirment que: "ciò che costituisce la base della politica estera sovietica è rimasto immutato: è l'obbiettivo di assicurare condizioni pacifiche per il raggiungimento del fine che il popolo sovietico si pone: cioè, l'edificazione della società comunista nel proprio paese."[2]

Les buts du PSI et les espérances des Russes entraient donc en profonde contradiction. Les seconds avaient intérêt à maintenir le statu quo en politique intérieure italienne, pour atteindre leurs objectifs diplomatiques et commerciaux. Les socialistes maximalistes espéraient, eux, une aide 'révolutionnaire' des bolchevicks, en accord avec l'espoir que des leaders comme Bombacci, depuis 1917, avait mis dans la révolution russe. Refusant de parler de révolution et freinant le PSI, les délégués bolcheviques à Copenhague empiétaient sur les compétences du Komintern et dénaturaient ses finalités politiques. Ils renforçaient ainsi les bases de la décomposition et de l'écroulement à court terme du maximalisme italien.

Ayant rempli sa mission, Bombacci rentra avec Vodovosov le 13 avril 1920.[3] Sacerdote di Carrobio télégraphia à Nitti: "Bombacci oltre direttive bolsceviche per partito socialista italiano sarebbe latore di numerose minute di pubblicazioni di propaganda da stampare in Italia nonché di denaro. Prego comunicare S.E. Presidente del Consiglio."[4]

---

1. E.H.CARR, op. cit., pp.172-173. Sur cette thèse voir surtout P.MELOGRANI: "Il mito della rivoluzione ...", cit..

2. K.ANATOLJEV: "La politica estera dell'URSS, origini, principi, elaborazione." dans "Affari esteri", a.X, n.40, oct. 1978, pp.575-593, ici, pp.576-577.

3. E.SERRA, op. cit., p.99.

4. Carrobio à Sforza pour Nitti, 13 avril 1920 dans ACS, Min.Int., DGPS, CPC, b.705, op. cit..

© The Author(s). European University Institute. Digitised version produced by the EUI Library in 2020. Available Open Access on Cadmus, European University Institute Research Repository.

Le 15 avril, Bombacci et Vodovosov subirent un long contrôle de leurs bagages à Chiasso.[1] Le 16 ils arrivaient finalement, à Milan.[2]

Le Préfet de Milan, Flores, écrivait que: "non ho l'impressione che vi sia questo denaro in relazione alla vita che fanno i due designati .... Per quanto riguarda indagini per opportuni accertamenti per quanto riguarda documenti nulla è stato trovato nel bagaglio del Bombacci accuratamente visitato ma non è stato ancora possibile eseguire eguale visita al bagaglio del Vodovosov che dimora in casa privata..."[3] Flores précisait que les papiers de Bombacci contenaient le schéma de l'établissement des Soviets en Italie dont il avait certainement voulu, dans son ingénuité, entretenir Litvinov et Krassine. Mais ceux-ci, loin de préter une réelle attention à ce programme révolutionnaire, avaient, au contraire, refusés à Bombacci un appui soviétique concret à une hypothétique révolution en Italie.

4.Le contenu politique des discussions de Bombacci avec Litvinov: la désillusion.

Nous avons eu l'occasion de montrer que Bombacci partait à Copenhague surtout pour connaître l'avis des bolchevicks sur les circonstances politiques internationales et pour s'entretenir avec Litvinov de la 'révolution' en Italie. Il voulait également obtenir des informations sur la situation intérieure de la Russie soviétique.

Dès son arrivée dans la capitale danoise, Bombacci avait été interviewé par la presse locale. Les questions qui lui furent posées concernaient toutes la situation politique italienne et européenne.

Bombacci brossa un panorama désolant de la situation économique et sociale de son pays montrant que les ouvriers et les paysans n'avaient pas voulu la guerre et que, pour ces raisons, le PSI obtenait le soutien des masses populaires et des soldats démobilisés.

A la demande du journaliste danois curieux des possibilités révolutionnaires en Italie, Bombacci répondit: "Je ne peux pas vous donner la formule exacte du changement mais il viendra rapidement. Nous sommes en train de vivre un moment crucial.... Nous voulons la République des Conseils ouvriers comme en Russie soviétique."

En parlant de l'Europe d'après-guerre, Bombacci défendait des thèses nettement révisionnistes en affirmant que les socialistes italiens étaient: "contre les injustices du traité de Versailles. Nous, socialistes, nous continuons notre pression pour que l'Entente soit obligée d'abandonner sa politique de coercition à l'égard des pays vaincus, laissant la posibilité à l'Allemagne de survivre et à la Russie de s'occuper de ses propres

---

1. Préfecture de Côme au MI, tél. 4941, 16 avril 1920 dans ACS, Min.Int., DGPS, CPC, b.705, op. cit..

2. Préfet de Côme au MI, tél n.625.20 du 17 avril 1920 dans ACS, Min.Int., DGPS, CPC, b.705, op. cit..

3. Préfet Flores de Milan au MI, 19 avril 1920, tél. n° 4844, dans ACS, Min.Int., DGPS, CPC, b.705, op. cit..

© The Author(s). European University Institute.
Digitised version produced by the EUI Library in 2020. Available Open Access on Cadmus, European University Institute Research Repository.

affaires.... Nous voulons que soit accordé au Tyrol autrichien annexé par l'Italie une autonomie nationale...." [1]

Dans les entretiens avec Litvinov, Bombacci avait d'autres préoccupations. Il voulait favoriser la révision des traités de Versailles et de Saint-Germain et, en politique intérieure, il voulait obtenir des directives sur la voie à suivre, pour la révolution italienne et la constitution des soviets dans son pays, à un moment de doute profond sur l'avenir de la révolution mondiale.

Nous ne possédons malheureusement pas de compte-rendu des discussions entre Bombacci et Litvinov. Il nous faut donc tenter de comprendre ce qui s'était passé de manière indirecte grâce aux sources qui font allusion à la rencontre.

Giorgio Petracchi et Piero Melograni fournissent dans leurs travaux respectifs, un certain nombre d'indications utiles.

Petracchi cite le témoignage de Manfredi Gravina du 30 avril 1920 selon lequel: "Bombacci si era espresso con Litvinov sull'inopportunità di un moto rivoluzionario in Italia...." [2] C'est aussi, selon Petracchi, l'avis du Quai d'Orsay dans un rapport du 26 mars 1920. Selon l'auteur de ce rapport, un informateur français à Copenhague, les Italiens étaient sceptiques sur les chances d'une révolution dans leur pays. La situation économique catastrophique et des dépendances extérieures liaient l'Italie aux autres puissances de l'Entente. Ils préféraient donc renforcer la propagande de type soviétique, et souhaitaient qu'un agent bolchevique s'installât à Rome, au service de l'agence de presse Rosta [3]. La tactique des maximalistes était liée à une conquête du pouvoir par l'intérieur et à l'étouffement progressif du régime parlementaire, sans pour autant recourir, dans l'immédiat à la lutte violente.

De telles positions semblent cependant, à cette époque du moins, caractériser l'activité de Serrati -en profond désaccord avec Bombacci- et d'autres maximalistes centristes de la Direction. Doit-on les attribuer aussi à Bombacci ? Ce dernier s'opposait aux thèses de Serrati sur la tactique à suivre. Il parlait encore en avril, de fonder 'bientôt' une république des Conseils en Italie. Selon nous, il était arrivé à Copenhague croyant à la possibilité de révolution en Italie.

Envisageons donc avec plus de circonspection les deux sources mentionnées. En effet, Bombacci est convaincu de l'impossibilité de déclencher une révolution en Italie, de manière définitive, au sortir de la conférence avec Litvinov. Cette position n'est pas celle qu'il défendait avant son premier entretien avec le délégué bolchevique, un entretien qui fit définitivement déchanter le leader maximaliste, conformément aux voeux de Nitti qui avait favorisé les contacts entre maximalistes et bolcheviques.

Manfredi Gravina fin avril -la date est importante- avait demandé si le délégué soviétique pensait que la révolution était proche en Italie. Réponse de Litvinov: "sappiamo bene che una rivoluzione non è oggi opportuna in

---

1. "Italien Som Raadsrepublik" dans "Il Politiken" 26 mars 1920, op. cit.. traduction française du danois.

2. G.PETRACCHI: "La Russia...." op. cit., p.330, note 135.

3. Ibid., p.183.

© The Author(s). European University Institute.
Digitised version produced by the EUI Library in 2020. Available Open Access on Cadmus, European University Institute Research Repository.

Italia: essa avrebbe per conseguenze l'immediata dichiarazione di blocco da parte della Francia e forse la dichiarazione di guerra. Servirebbe cioè a mire del capitalismo e dell'imperialismo francese e non è questo che noi vogliamo. Per quel poco che conta la nostra influenza, noi sconsigliamo infatti di continuo, da Mosca, la rivoluzione in Italia.... La rivoluzione dovrà essere generale e verrà...."[1] Gravina apprenait ainsi le point de vue de Litvinov et des Russes sur la situation intérieure italienne. Il demanda à Litvinov si ce dernier avait parlé avec Bombacci des possibilités de révolution en Italie: "Litvinov mi ha risposto: " Sono cose che l'On. Bombacci sa da sé" ma mi ha fatto intendere che dalla cosa egli ha trattato con l'On.Bombacci nello stesso senso a me espresso. "Se il partito italiano ritenesse diversamente, la rivoluzione sarebbe già scoppiata in Italia", ha concluso Litvinov, perché essa è matura nel vostro paese, e le masse operaie sono compatte ed eccitate."[2]

Encore une fois Litvinov espérait que Bombacci partageât ses convictions. Tout au plus mettait-il en évidence l'incapacité -d'ailleurs réelle- des maximalistes de passer de la parole à l'action et la paralysie du groupe dirigeant du PSI, Bombacci et Serrati ayant de la révolution italienne des conceptions et une tactique souvent opposées.[3] Rien d'autre ne ressort de cette déclaration si ce n'est les pressions exercées par le délégué soviétique pour convaincre le député de Bologne de la justesse de ses vues à lui.

A la lecture de ces deux témoignages, la véritable opinion de Bombacci n'apparaît pas clairement. De toute façon, il n'est nullement question d'une opposition explicite de Bombacci à la révolution en Italie, malgré des doutes dans l'immédiat, sur ses possibilités de succès.

Qu'apprend-on donc exactement dans ces deux rapports dont Petracchi et Melograni tirent des conclusions identiques à savoir que les Russes et Bombacci ne voulaient pas la révolution en Italie ? Selon le Quai d'Orsay, 'les délégués italiens' (sans plus de précisions), "parlèrent contre l'idée d'une révolution en Italie". Mais, à notre avis, ce rapport du Quai d'Orsay ne fournit qu'une esquisse des craintes et des doutes des délégués italiens. De plus, il mélange à la fois, selon nous, les réflexions de Cabrini, Bombacci et celles de Vodovosov alignées, chez ce dernier, sur celles de Litvinov, et il ne fait aucune différence entre les déclarations des trois hommes.

---

1. Ibid.. Sur ce même document voir aussi les considérations de Piero MELOGRANI: "Il mito della rivoluzione....", cit., p.130.

2. Cité par G.PETRACCHI: "La cooperazione...." op. cit., p.236 et aussi par Piero MELOGRANI: "Lenin e la prospettiva rivoluzionaria..." op. cit., pp.291-292.

3. Petracchi se sert même de toutes les discussions Bombacci/Cabrini avec Litvinov pour démonter qu'il n'y avait pas de situation révolutionnaire en Italie à l'époque et que les maximalistes ne voulaient d'ailleurs pas la révolution. G.PETRACCHI: "La crisi del Dopoguerra e la scissione socialista." dans AA.VV. "Lezioni di storia del PSI.1892-1976." Firenze, Cooperativa editrice universitaria, s.d., pp.133-170, ici pp.159-160. Melograni arrive aux mêmes conclusions que Petracchi dans son "Il mito della rivoluzione....", cit., pp.122-133.

© The Author(s). European University Institute.
Digitised version produced by the EUI Library in 2020. Available Open Access on Cadmus, European University Institute Research Repository.

Ce qu'on apprend par contre, c'est que, du fait des circonstances, la révolution est à déconseiller dans l'instant. Rien ne laisse supposer que les délégués se prononcèrent contre la révolution, ce qui aurait été une toute autre affaire.

Le même rapport parle d'une fraction du PSI qui voulait les soviets, même si elle 'était peu importante'. Cette fraction était liée à Bombacci et aux maximalistes de gauche, c'était aussi celle de Bordiga.

Bombacci à la différence de Cabrini et surtout de Vodovosov qui ne voyait que les intérêts de la Russie soviétique, s'était justement présenté comme le leader de cette fraction soviétique du PSI, au sein de la Direction. Il fit même part à Litvinov de ce projet de constitution de soviets en Italie retrouvé par la police de Chiasso. Bombacci avait tracé un cadre réaliste quoique pessimiste, des possibilités immédiates de la révolution et c'est à lui qu'il faut, selon nous, attribuer les déclarations sur la révolution, rapportées par l'informateur français. L'idée de révolution jouissait de peu de soutiens au sein du parti, et n'était guère appuyée par des dirigeants importants: "così, anche coloro che in Italia sarebbero per un colpo di stato di tipo bolscevico, temono di farlo, persuasi come sono che un simile tentativo nel caso che fosse coronato da successo, nelle circostanzi attuali, non li lascerebbe al potere più di uno o di due mesi." [1]

La situation économique était telle, selon Bombacci qui parlait de 'révolution mondiale', que le coups d'etat bolchevique ne pouvait avoir lieu qu'en concomitance avec une action similaire en France, elle-même inconcevable selon les rapports envoyés en Italie par Doriot et Longuet. En Suisse et en Angleterre, la situation n'était pas non plus propice. Bombacci n'excluait pas que la révolution, même momentanée, soit possible. En effet, même si le député de Bologne brossait un tableau négatif à Litvinov, (Pendant que Cabrini était absorbé par la partie technico-commerciale de l'accord) il ne demandait pas de 'ne pas faire la révolution en Italie'; tout au plus décrivait-il les conditions défavorables dans l'immédiat d'une telle révolution, conditions que décrivait l'informateur français. Ce qu'attendait en réalité Bombacci de cet entretien, ce qu'en attendait le PSI depuis de nombreux mois, était un contact au plus haut niveau avec les dirigeants russes pour obtenir directives et conseils pour accélérer le mouvement en Europe occidentale. Il ne voulait pas se résigner à mettre définitivement la révolution entre parenthèses et espérait surtout obtenir des directives précises de Lénine.

Cette conviction de Bombacci est renforcée, selon nous, par l'analyse du deuxième rapport sur les conversations de Copenhague. Gravina ne dit pas que Bombacci était opposé à la révolution en Italie, n'ayant rencontré Litvinov qu'après le départ des délégués socialistes. Il se limite à déclarer que Litvinov, lui, y était opposé et avait converti les Italiens à ses vues.

Litvinov invoquait par ailleurs des arguments hors de propos, comme le fait que la révolution en Italie aurait renforcé le capitalisme en France. Sans révolution en Italie on renforçait en tout cas le capitalisme italien ce que les Russes désiraient en réalité, comme nous l'avons décrit en parlant de l'aspect commercial de la mission. A la différence de la France de Clémenceau et de Millérand, obstinément fermée aux bolchevicks, les

---

1. Rapport du Quai d'Orsay traduit en italien par G.PETRACCHI: "La Russia...." op. cit., p.183.

© The Author(s). European University Institute. Digitised version produced by the EUI Library in 2020. Available Open Access on Cadmus, European University Institute Research Repository.

produits italiens leur étaient accessibles grâce à la politique révisionniste de Nitti.

Quand Gravina demanda si Bombacci partageait son point de vue, la réponse de Litvinov fut ambiguë: il parlait de tout le parti italien, et pas de Bombacci personnellement, en affirmant que la révolution aurait déjà eu lieu si le parti l'avait voulu. Or Litvinov ne devait pas ignorer les luttes de tendances qui déchiraient le parti à ce propos, et particulièrement l'opposition de Serrati et de Bombacci sur la question, et l'hésitation qui était celle de Bombacci en arrivant à Copenhague. Encore une fois, la réponse de Litvinov ne nous apprend pas si Bombacci voulait ou non, la révolution. Selon le délégué russe, Bombacci était au courant de la situation défavorable, "Bombacci sa da sé", -et nous ne mettons pas en doute une telle affirmation- mais cela voulait-il dire que Bombacci ne voulait pas la révolution à son arrivée à Copenhague ?

Litvinov était persuadé que, après la description crue et réaliste de la situation relativement négative, et, surtout sous le poids de l'insistance soviétique qui ne se manifestait plus seulement à travers les déclarations des délégués bolcheviques à Rome, comme Vodovosov, Bombacci s'alignerait docilement sur les directives non-révolutionnaires des bolchevicks et de la majorité de son propre parti et qu'il ne prétendrait pas agir malgré tout. De cette manière, il favoriserait les intérêts "nationalistes" de Lénine.

Selon nous, au contraire, on déduit une constatation importante de cette entrevue: Bombacci était réellement désireux de parler de la révolution en Italie, avant son arrivée. Il n'avait cependant pas la moindre idée sur la manière d'y arriver et avait brossé un tableau assez pessimiste pour l'immédiat. Emporté par son idéalisme lié au mythe créé en Italie par la révolution d'octobre, il pensait que les révolutionnaires russes allaient découvrir la solution aux difficultés dans lesquelles les italiens se débattaient.

Bombacci espérait un soutien, des encouragements, des directives de Litvinov dans un moment difficile pour la cohésion du parti, et pour aider à lutter contre Serrati. Il espérait mieux connaître les plans bolcheviques pour la révolution mondiale, sans deviner à quel point les Russes visaient des objectifs opposés aux proclamations internationalistes du Komintern.

Son entretien avec Litvinov l'avait donc profondément déçu et déconcerté: il ne laissait pas de place pour des discussions chaleureuses entre défenseurs de la même cause, du même idéal révolutionnaire, auxquelles Bombacci s'était pourtant attendu. Secoué par l'attitude froide de Litvinov, par le réalisme glacial des bolchevicks, par leur total manque de solidarité socialiste et révolutionnaire, Bombacci ne comprenait pas encore à cette époque, cette façon de sacrifier l'idée de révolution mondiale à des calculs égoïstes qui les poussaient à traiter avec les gouvernements capitalistes et à sacrifier, au profit d'une reconnaissance diplomatique, les espoirs, mêmes lointains et imprécis, des révolutionnaires idéalistes et sentimentaux comme lui.

Bombacci était ainsi directement confronté à un monde, à un univers étranger au socialisme sentimental italien qui était passé indemne à travers Zimmerwald et Kienthal.[1]

---

1. E.RAGIONIERI montre que le socialisme italien est 'zimmerwaldien' par 'ambiguité idéologique' dans "La terza internazionele e il PCI. Saggi e discussioni." Torino, Einaudi, 1978, pp.79-118.

© The Author(s). European University Institute.
Digitised version produced by the EUI Library in 2020. Available Open Access on Cadmus, European University Institute Research Repository.

L'internationalisme sentimental des débuts et la foi messianique, l'acceptation fataliste d'une révolution qui apporterait le pain et le travail à tous, avaient poussé de nombreux socialistes intransigeants italiens d'avant la guerre à voir dans la révolution d'octobre, la possible réalisation de leurs espérances. Or, au cours des premiers contacts directs avec les bolchevicks, et au vu de la situation internationale et nationale négative, décrite par Litvinov, cette espérance semblait s'écrouler.

Litvinov, par sa réponse à Gravina, laissait supposer que l'élève Bombacci avait compris la leçon et qu'il s'était rendu à l'évidence en acceptant les nécessités réelles de la politique bolchevique. Tout ce qu'on demandait au député socialiste, ex-secrétaire du parti, c'était de continuer ses pressions sur le Gouvernement italien pour que les relations diplomatiques et commerciales soient rétablies au plus tôt. De révolution il n'était pas question. Au contraire, il fallait même continuer de calmer, de discipliner les masses italiennes pour favoriser les desseins de la politique bolchevique.

La position de Litvinov et des bolcheviques était identique avec tous les soi-disant 'partis frères'. Justifiant cette attitude 'nationaliste' des bolchevicks durant l'hiver 1919-1920, E.H.Carr écrit que: "le gouvernement soviétique se trouva, presque sans le vouloir, dans l'obligation de défendre non pas les intérêts de la révolution mondiale mais les intérêts nationaux ceux que n'importe quel gouvernement russe aurait été obligé de défendre."[1]

La 'douche froide' infligée par Litvinov à Bombacci n'était pas la seule dont les bolchevicks accablèrent les partis socialistes et communistes leurs 'alliés'.[2] Sa désillusion, Bombacci devait en faire part plus tard, en laissant un témoignage de son entretien avec Litvinov, témoignage malheureusement fort tardif puisqu'il date de 1942. Bombacci avançait surtout deux éléments qui semblent renforcer nos déductions précédentes. Il était arrivé à Copenhague pour parler de révolution, ce que nous savions déjà par des sources contemporaines. De plus, tout l'entretien avec Litvinov se déroula autour de la reprise des relations commerciales sans laisser d'espace à une confrontation politique sérieuse. Il y rencontra un Litvinov, froid, distant et réaliste: "...la mia memoria, écrivait Bombacci 22 ans plus tard, e più ancora l'anima mia di sincero idealista, -e in quell'epoca di convinto socialista- non ha dimenticato quell'incontro glaciale, condito di sarcasmo e d'ironia.

---

1. E.H.CARR, op. cit., p.167.

2. Melograni dans "Il mito della rivoluzione mondiale...", cit.. Signalons aussi à ce propos, un rapport de l'ambassadeur de Belgique à Rome, le comte Van Den Steen, envoyé à Sforza, qui mentionnait à propos de l'impact des communistes dans les milieux socialistes du Parti Ouvrier Belge, qu'en juillet 1920, dans une réunion de communistes à Bruxelles, War Van Overstraeten, futur fondateur du parti communiste, avait affirmé: " qu'il fallait faire pression sur le Gouvernement belge pour contraindre celui-ci à reprendre les relations commerciales avec les Soviets, par des menaces, par des grèves ou par des sabotages...." Rapport conservé dans ASMAE, DGAP, "Russia 1920", b.1523, f.6852, "Bolscevismo". Sur la situation de la Hollande renvoyons à Richard K DEBO: "Dutch-soviet relations - 1917-1924. The role of finance and commerce in the foreign policy of Soviet Russia and The Netherlands." dans "Canadian Slavic Studies", a.IV, n.2, 1970, pp.199-217.

© The Author(s). European University Institute.
Digitised version produced by the EUI Library in 2020. Available Open Access on Cadmus, European University Institute Research Repository.

"La sintesi del pensiero di Litvinov nella brevissima conversazione fu questa: "Mosca deve riprendere i suoi commerci, i suoi rapporti economici e politici con gli Stati capitalistici; questo è il problema urgente della Russia sovietica, non altro.

"Chi mi legge, si ricorda le battaglie politiche in Italia di quell'epoca (1919-1920), può comprendere la mia amara sorpresa.

"Ritornato in Italia, dovendo parlare a Milano in un convegno a Palazzo Marino, non seppi tacere il mio stato d'animo, né le parole di Litvinov e fui così accusato dai più accesi di aver lasciato in Danimarca i miei propositi rivoluzionari.

"In realtà ho poi constatato che quella 'doccia fredda' aveva operato in modo profondo e salutario nel mio spirito, troppo nutrito di idealismo...."[1]

Les 22 années écoulées, le passage de Bombacci au fascisme social, les contacts ultérieurs des années '30 avec Litvinov,[2] n'enlèvent rien, selon nous, à l'accent de vérité qui se dégage de ces paroles de Bombacci et qui peuvent être confrontées avec son attitude réelle au CN du PSI de Milan.

De retour en Italie, il avait, en effet, abandonné ses propos révolutionnaires et renoncé à son idéalisme forcené. Il s'était plié aux exigences des bolchevicks: pour de nombreuses années, il allait se faire le plus strict défenseur des thèses de Moscou au sein de l'Internationale et en Italie même.

Au CN du PSI de Milan, le 18 avril, un jour après son retour et encore sous le choc des paroles de Litvinov, il avouait même que le délégué bolchevique qui était 'très occupé' lui accorda bien peu de temps, détail qu'il mentionna également 22 ans plus tard.

C'est surtout avec Krassine, et plus encore avec Noguine, qu'il avait pu parler ouvertement de politique internationale et surtout obtenir une description générale de la situation russe.

"...Questi compagni della Delegazione..., déclarait Bombacci le 18 avril, Krassine, Noguine ed altri minori, ma che sono degli osservatori, sono stati da me, che sono un seccatore terribile, sottoposti ad una vera inquisizione perché sono andato là col desiderio di imparare e di sapere tutto. Loro avevano altro da fare, ma dove potevo incontrargli li interrogavo e dato che parlavo un francese maledetto, ..., mi tiravo dietro un lavoratore russo che parlava italiano e così ho potuto raccogliere una quantità di materiale specie da Noguine...."[3]

La description réaliste des conditions intérieures de la Russie soviétique, ajouté à ce qu'il connaissait de la situation italienne, avait certainement contribué au désenchantement de Bombacci.

Commentant le voyage à Copenhague, Mussolini, dans un article paru dans "Il Popolo d'Italia", critiquait le manque de curiosité de Bombacci qui, au lieu de se rendre directement en Russie soviétique, s'était contenté d'aller

---

1. N.BOMBACCI: "Il mio pensiero sul Bolscevismo." Roma, Edizioni La Verità, 1942, pp.74-75.

2. Bombacci devait encore tenter de contacter Litvinov dans les années '30. Voir à ce sujet notre: "Per una biografia...." op. cit., pp.104-110.

3. "Il Consiglio Nazionale socialista. Sessione tenutasi a Milano dal 18 aprile al 22 aprile 1920. Testo stenografico integrale inedito.", Milano, Edizioni Avanti!, 1968, Vol.II, pp.69-70.

© The Author(s). European University Institute.
Digitised version produced by the EUI Library in 2020. Available Open Access on Cadmus, European University Institute Research Repository.

au Danemark. Il ravivait ainsi la concurrence entre Bombacci et Serrati, dont on sait qu'il avait envoyé son propre représentant secret en Russie bolchevique.

Mussolini constata le changement d'attitude de Bombacci à son retour de Copenhague. Il écrivait: "Bisogna legittimamente supporre che il cittadino Litvinov abbia smontato gli entusiasmi del 'cittadino Bombacci' in maniera tanto irreparabile da fargli preferire la strada del ritorno verso questa putrida Italia borghese alla strada che conduce verso il sublime paradiso dei Soviets...."[1]

L'analyse de Mussolini du rapport de Litvinov avec Bombacci et des déclarations de ce dernier au CN de Milan sur la situation intérieure russe, de même que de la manière avec laquelle Bombacci était rentré désenchanté en Italie, est très perspicace et correspond, selon nous, à la réalité. Bombacci s'était rendu à Copenhague avec des doutes profonds sur les possibilités d'instaurer un régime soviétique dans l'immédiat, en Italie, il en était revenu tout à fait convaincu de son impossibilité et, de ce fait, définitivement désillusionné.

1. B.MUSSOLINI: "Lumi" dans "Il Popolo d'Italia" a.VII, n.96, 21 avril 1920, dans "Opera Omnia" a cura di E.SUSMEL, Vol. XIV, Firenze, 1951, pp.414-415.

© The Author(s). European University Institute.
Digitised version produced by the EUI Library in 2020. Available Open Access on Cadmus, European University Institute Research Repository.

5.Nitti et le PSI: les vaincus de Copenhagen ?

La désillusion de Bombacci à son retour du Danemark et la réelle portée de l'accord commercial avec les coopératives socialistes pourrait faire croire que, dans cette affaire, le vainqueur était Francesco Saverio Nitti. Une telle thèse doit être nuancée, le PSI et Nitti sortant, chacun pour des raisons différentes, politiquement affaiblis à la suite des entretiens de Copenhagen.

Nitti voulait éloigner de son pays 'le spectre du bolchevisme', relancer l'économie italienne et consolider la majorité gouvernementale, en se créant des alliances parlementaires nouvelles.

Si l'on confronte les résultats avec les espérances, seul le premier point connut le succès désiré. Nitti avait désamorcé la révolution italienne et écarté tout péril dès avril 1920. La mission à Copenhague avait assagi le dernier membre 'révolutionnaire', influent au sein de la Direction maximaliste du PSI. Les 'communistes' du PSI, minoritaires et minorisés dès le CN de Milan, ne présentaient aucun danger pour l'Etat libéral. D'autre part, Nitti n'avait pas réussi à diviser le GPS et à délivrer les réformistes de l'emprise maximaliste. Nitti pouvait donc s'estimer partiellement satisfait des résultats de sa politique devant les membres du Conseil Suprême lors de la Conférence de San Remo: "a certain number of Socialists in Italy were inclined to imagine that Bolshevism represented the triumph of modern democracy. He had recently seen a certain number of Italian members of Parliament who were pro-Soviet and extremists...", affirmait le Président du Conseil qui connaissait déjà, à cette date, les états d'âme de Bombacci, revenu de Copenhagen, mais également l'effet des rapports de Cappa sur Serrati et de ceux d'autres hommes de confiance encore. Il se déclarait ainsi satisfait que: "these gentlemen had proceeded to Russia and had returned entirely disillusioned."[1]

Pour cette raison, il est peu vraisemblable de penser comme Bombacci, que Nitti avait été durant toute cette période 'l'otage des socialistes', même si Nitti avait souscrit à de nombreuses exigences du PSI.[2]

L'accord économique conclu entre les coopératives ne représentait rien de tangible, nous l'avons dit. Nitti, qui semblait avoir agi sous l'influence des socialistes comme Bombacci, le pensait lui-même, en réalité, il s'était servi d'eux pour réaliser ses fins en politique intérieure et en

---

1. DBFP, 1919-1939, first Series, Vol.VIII, 1920, cit., p.28. Il est pourtant très étrange de constater qu'aussi bien Bombacci que Cappa ou même Guglielmo Pannunzio continuèrent en public à défendre et à encenser un mythe soviétique qu'en privé ils critiquèrent dès leur retour. Sur les correspondances de ces envoyés en Russie bolchevique pour le compte 'officiel' de journaux italiens voir G.PETRACCHI: "La Russia rivoluzionaria...", cit., p.168 et surtout l'approfondissement des contenus de la mission Cappa et de celle de Pannunzio fait par A.VENTURI dans son "Tra propaganda...", cit..

2. Cette thèse est défendue par Bombacci dans "Vere memorie di Nicola Bombacci" Bologna, Tipografia dei Combattenti, (1923). Elle est aussi celle que défend Petracchi dans: "La Russia...." op. cit., p.189 quand il écrit: "Il debole Governo Nitti era caduto in ostaggio dei socialisti....".

© The Author(s). European University Institute.
Digitised version produced by the EUI Library in 2020. Available Open Access on Cadmus, European University Institute Research Repository.

politique extérieure. Malheureusement pour le Président du Conseil, cette politique n'allait porter ses fruits que dans les mois à venir, trop tard pour sauver son Gouvernement, toujours en butte aux attaques socialistes à Montecitorio.

De plus, l'opinion publique continuait de penser que le Gouvernement, faible, était la proie du chantage du PSI à un moment où le besoin de fermeté et de présence de l'exécutif se faisait de plus en plus sentir et lorsque la présence de D'Annunzio à Fiume accroissait encore les périls autour du Gouvernement.

La presse[1] et les milieux politiques opposés aux socialistes continuèrent de diffuser l'image d'un Nitti otage du PSI. Les airs de triomphateur que se donnaient ses dirigeants en renforçaient encore l'idée et cela malgré le rapport réel des forces en avril 1920.

Bombacci et Cabrini n'avaient-ils pas affirmé à Litvinov d'abord, à Krassine ensuite, que les socialistes contrôlaient le Gouvernement Nitti? C'est en tout cas ce que les bolchevicks pensaient encore en juin 1920, peu avant la chute du troisième et dernier ministère Nitti, au moment où Tchitchérine écrit que: "Quando in Italia intervengono i socialisti che colà giocano un gran ruolo, quel Governo si dichiara in favore di relazioni con noi della maniera la più amichevole."[2]

Les dupes dans cette affaire étaient, en réalité, les socialistes italiens et Bombacci qui, devant obéir aux exigences de Moscou soucieux notamment d'entrer en contact avec le capitalisme privé italien, devaient également s'incliner devant les volontés de Nitti. Le PSI, en conséquence, favorisait indirectement le jeu des milieux d'affaires italiens, sans se rendre compte de l'impossibilité de maintenir le prétendu monopole des coopératives soviétiques dans les relations avec Moscou.

Le PSI avait ainsi perdu la majeure partie de son autonomie politique, de ses capacités d'initiative et de renouveau idéal, aussi bien en politique intérieure qu'en politique extérieur, comme il apparaîtrait au fil des semaines.

La droite nationaliste, les "fasci di combattimento" et les milieux d'affaire liés à la Banca Commerciale, qui haïssaient Nitti et son Gouvernement et étaient prêts à tout pour le renverser, insistaient encore sur l'idée selon laquelle Nitti était devenu l'otage des bolchevicks russes et nationaux.[3]

Maffeo Pantaleoni écrivait à propos de la visite de Bombacci à Copenhague: "Si è mai visto che un segretario del partito socialista riceva dal governo all'insaputa del ministro degli esteri Vittorio Scialoja e

---

1. E.SERRA parle de l'attitude du "Corrierre della Sera" à ce propos, dans "Nitti e la Russia...", cit., p.92, note 18.

2. G.PETRACCHI: "La Russia...." op. cit., p.190.

3. A propos du rôle décisif joué par les milieux financiers de la COMIT dans le renversement du gouvernement Nitti voir G.PADULO: "Sui rapporti tra gli industriali ed il Governo Nitti (23 giugno 1919-9 giugno 1920)", "Nuova Rivista Storica", LX, sett.-dic.1976, fasc.V-VI, pp.591-618. Cette thèse est aussi reprise par Anna Maria FALCHERO: "Il gruppo Ansaldo-Banco di Sconto....", cit., pp.564-565.

© The Author(s). European University Institute.
Digitised version produced by the EUI Library in 2020. Available Open Access on Cadmus, European University Institute Research Repository.

Sottosegretario agli Esteri, Sforza, il socialista Nicola Bombacci una delle figure più ridicole del Parlamento, incaricato dal Governo di trattare a Copenhagen ... con la Russia.... Nel Governo italiano chi è stato il bolscevico che al Bombacci ha dato la rappresentanza dello Stato? Nitti? Scialoja? Sforza? O tutti tre? O due soli? O il più degno dei tre? ...Come non riconoscere che i... sornioni del bolscevismo non stanno proprio nei supremi gradi del Governo?"[1] Pantaleoni reprochait à Nitti d'avoir offert aux coopératives 'rouges', le monopole des échanges commerciaux avec la Russie soviétique, lui qui écrivait pourtant sans se rendre compte de la portée réelle d'un tel accord en 1922. La critique nationaliste suivait en réalité une autre motivation. Petracchi affirme avec justesse que: "i nazionalisti e i fascisti nell'azione delle cooperative... combattevano non tanto la scelta internazionale e il tentativo di monopolio: il vero terreno di scontro verteva sulla gestione della politica estera più che sul suo indirizzo."[2]

La critique de Pantaleoni ne touchait donc pas tellement le prétendu 'monopole' mais, à la fois le rôle 'révisionniste' de la politique européenne de Nitti dans l'après-guerre et ses initiatives personnelles qui contrastaient avec le rôle traditionnel joué par les fonctionnaires de la "Consulta".

Dès le départ les socialistes italiens avaient mis le capitalisme privé en contact avec les bolchevicks comme ces derniers le désirait. Même sans le vouloir, ils n'auraient pu agir autrement, vu le contenu des demandes commerciales des soviétiques.[3]

---

1. Préface de Maffeo Pantaleoni à G.PREZIOSI, op. cit., pp.20-21.

2. G.PETRACCHI: "La Russia...." op. cit., p.190.

3. Sur le contenu des demandes soviétiques surtout après 1921 voir notamment, M.PIZZIGALLO: "I rapporti italo-russi....", cit., in "Mediterraneo e Russia....", cit.. On sait d'autre part, que dès le début juillet 1920, Vodovosov s'occupa de mettre en contact les soviétiques avec le capitalisme italien au lieu de passer par "L'Istituto Cooperativo per Gli Scambi con l'Estero" comme l'accord le prévoyait, même en cas de relation commerciale avec des tiers. "La Cooperazione Italiana", journal officiel de la LNC ne relevait pas cette entorse grave à l'accord Cabrini/Litvinov: "L'Ing.Vodovosov, delegato commerciale dei soviets in Italia ha dichiarato che mentre Krassine sta studiando a Londra accordi di carattere generale con tutte le potenze dell'Intesa, egli ha il compito più preciso e specifico di prendere contatto con le più importante aziende italiane, onde determinare in che modo l'Italia potrebbe dare il suo contributo alla ripresa delle relazioni con la Russia." ("Gli scambi fra la Russia e l'Italia e la Cooperazione. Dichiarazioni del delegato dei Soviety in Italia." dans CI, a.XXXIV, n.1409, 16 juillet 1920, p.3, coll.4-5 et p.4, col.1.) Sur les tentatives du Centrosoyuz de parvenir à un accord à partir de l'été 1920 avec le Gouvernement Giolitti voir: Ugo SCUOTTO: "1920. I mancati patti commerciali tra il Centrosoyuz ed il Governo Giolitti." Pozzuoli, Conte, 1967. Voir ce qu'en écrit Matteo PIZZIGALLO dans "I rapporti....", cit., pp.63-64, note 6.

© The Author(s). European University Institute.
Digitised version produced by the EUI Library in 2020. Available Open Access on Cadmus, European University Institute Research Repository.

Dès la promotion de Vodovosov au rang de délégué commercial à Rome, ce dernier ouvrit au capitalisme italien, les portes du commerce russe, notamment en contactant l'Ansaldo et la Fiat dès juillet 1920[1].

La commission de la LNC qui devait se rendre en Russie soviétique pour mettre au point au cours d'une troisième phase de discussions entre coopérateurs italiens et leurs homologues soviétiques, les modalités pratiques de l'accord Cabrini/Litvinov, ressentit certainement une profonde désillusion en comprenant que les bolcheviques avaient été si prompts à traiter avec 'l'ennemi de classe' et les milieux d'affaire italiens.

Onofri et Pozzani arrivèrent en Russie le 25 mai 1920 comme représentants de la LNC. Ils comprirent immédiatement en voyant les conditions de délabrement des forces productives soviétiques, que les coopératives étaient incapables de fournir aux Russes ce dont ils avaient réellement besoin. C'était là aussi la conviction d'une mission gouvernementale italienne qui concluait au retour de son voyage que la Russie avait seulement besoin d'infrastructures industrielles et de moyens de transports, ainsi que de machines en tous genres.[2] Par la suite, les relations commerciales entre les deux pays se déroulèrent en contradiction flagrante avec le contenu des accords de 1920,[3] mais il n'entre pas dans notre propos de décrire ces relations.

L'opposition au gouvernement Nitti n'avait cependant retenu, pour appuyer ses fins politiques immédiates, que le fait qu'une nouvelle politique étrangère révisionniste, en rupture avec la politique de Versailles, avait permis d'entrer en contact, grâce à la mission Bombacci-Cabrini à Copenhagen, avec les Soviétiques. A moyen ou à long terme, ces contacts allaient favoriser le capitalisme privé italien par rapport aux coopératives italiennes et aussi à ses concurrents européens.

C'est cependant l'analyse nationaliste et fasciste de la politique étrangère de Nitti qui se répandit, appuyée certainement par l'opposition des fonctionnaires de la 'Consulta'[4], contribuant ainsi, à rendre encore plus fragiles les bases du Gouvernement, aussi bien en politique intérieure, le PSI et le GPS restant farouchement hostiles au soutien parlementaire à Nitti, qu'en politique extérieure, dans son contentieux avec les Alliés, notamment à propos de Fiume et du Pacte de Londres.

---

1. G.PETRACCHI: "La cooperazione...." op. cit., pp.238-240.

2. G.PETRACCHI: "La cooperazione...." op. cit., pp. 244-246 et du même auteur "La Russia....", cit..

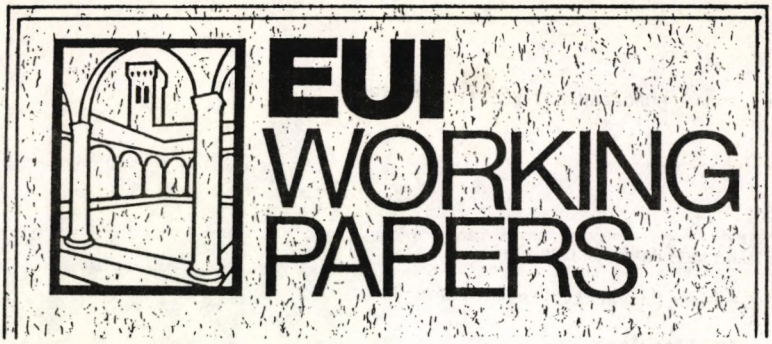
3. G.PETRACCHI: "La cooperazione....", cit., pp.238-240.

4. Giorgio Petracchi et Matteo Pizzigallo divergent sur ce point. Pizzigallo n'accorde pas à la diplomatie de carrière et à Contarini en particulier un rôle de frein dans la politique russe de la Consulta jusque sous le fascisme. Voir M.PIZZIGALLO: "I rapporti....", cit., pp.69-70, notes 34 et 35. Nous tenons à préciser à ce propos que Bombacci lui-même, au cours de son fameux discours de novembre 1923 sur la reprise des relations italo-russes, stigmatisa lui aussi le rôle paralysant pour ces relations de certains fonctionnaires de la Consulta. Voir S.NOIRET: "Per una biografia di Nicola Bombacci....", cit..

© The Author(s). European University Institute.
Digitised version produced by the EUI Library in 2020. Available Open Access on Cadmus, European University Institute Research Repository.

© The Author(s). European University Institute.
Digitised version produced by the EUI Library in 2020. Available Open Access on Cadmus, European University Institute Research Repository.

© The Author(s). European University Institute.
Digitised version produced by the EUI Library in 2020. Available Open Access on Cadmus, European University Institute Research Repository.



EUI Working Papers are published and distributed by the European University Institute, Florence.

Copies can be obtained free of charge -- depending on the availability of stocks -- from:

The Publications Officer

European University Institute

Badia Fiesolana

I-50016 San Domenico di Fiesole(FI)

Italy

Please use order form overleaf.

© The Author(s). European University Institute.
Digitised version produced by the EUI Library in 2020. Available Open Access on Cadmus, European University Institute Research Repository.

PUBLICATIONS OF THE EUROPEAN UNIVERSITY INSTITUTE

To :The Publications Officer
European University Institute
Badia Fiesolana
I-50016 San Domenico di Fiesole(FI)
Italy

From : Name.....
Address.....
.....
.....
.....
.....

Please send me the following EUI Working Paper(s):

No.:.....
Author, title:.....
.....
.....
.....
.....

Date:..... Signature:
.....

© The Author(s). European University Institute.
Digitised version produced by the EUI Library in 2020. Available Open Access on Cadmus, European University Institute Research Repository.

PUBLICATIONS OF THE EUROPEAN UNIVERSITY INSTITUTE DECEMBER 1986

86/229:	Marcello DE CECCO	Currency, Coinage and the Gold Standard
86/230:	Rosemarie FLEITHEN	Determinants of Labour Migration in an Enlarged European Community
86/231:	Gisela BOCK	Scholars'Wives, Textile Workers and Female Scholars' Work: Historical Perspectives on Working Women's Lives
86/232:	Saul ESTRIN and Derek C. JONES	Are there life cycles in labor-managed firms? Evidence for France
86/233:	Andreas FABRITIUS	Parent and Subsidiary Corporations under U.S. Law - A Functional Analysis of Disregard Criteria
86/234:	Niklas LUHMANN	Closure and Openness: On Reality in the World of Law
86/235:	Alain SUPIOT	Delegalisation and Normalisation
86/236:	Will BARTLETT/ Milika UVALIC	Labour managed firms Employee participation and profit-sharing - Theoretical Prospectives and European Experience
86/237:	Renato GIANNETTI	The Debate on Nationalization of the Electrical Industry in Italy after the Second World War (1945-47)
86/238:	Daniel ROCHE	Paris capitale des pauvres: quelques réflexions sur le paupérisme parisien entre XVII et XVIII siècles
86/239:	Alain COLLOMP	Les draps de laine, leur fabrication et leur transport en Haute-Provence; XVII - XIX siècle: univers familiaux, de l'ère pré-industrielle à la protoindustrialisation
86/240:	Domenico Mario NUTI	Information, Expectations and Economic Planning
86/241:	Donald D. HESTER	Time, Jurisdiction and Sovereign Risk
86/242:	Marcello DE CECCO	Financial Innovations and Monetary Theory

* :Working Paper out of print

© The Author(s). European University Institute. Digitised version produced by the EUI Library in 2020. Available Open Access on Cadmus, European University Institute Research Repository.

PUBLICATIONS OF THE EUROPEAN UNIVERSITY INSTITUTE DECEMBER 1986

86/243:	Pierre DEHEZ and Jacques DREZE	Competitive Equilibria With Increasing Returns
86/244:	James PECK and Karl SHELL	Market Uncertainty: Correlated Equilibrium and Sunspot Equilibrium in Market Games
86/245:	Domenico Mario NUTI	Profit-Sharing and Employment: Claims and Overclaims
86/246:	Karoly Attila SOOS	Informal Pressures, Mobilization and Campaigns in the Management of Centrally Planned Economies
86/247:	Tamas BAUER	Reforming or Perfectioning the Economic Mechanism in Eastern Europe
86/248:	Francesc MORATA	Autonomie Regionale et Integration Europeenne: la participation des Régions espagnoles aux décisions communautaires
86/249:	Giorgio VECCHIO	Movimenti Pacifisti ed Antiamericanismo in Italia (1948-1953)
86/250:	Antonio VARSORI	Italian Diplomacy and Contrasting Perceptions of American Policy After World War II (1947-1950)
86/251:	Vibeke SORENSEN	Danish Economic Policy and the European Cooperation on Trade and Currencies, 1948-1950
86/252:	Jan van der HARST	The Netherlands an the European Defence Community
86/253:	Frances LYNCH	The Economic Effects of the Korean War in France, 1950-1952
86/254:	Richard T. GRIFFITHS Alan S. MILWARD	The European Agricultural Community, 1948-1954
86/255:	Helge PHARO	The Third Force, Atlanticism and Norwegian Attitudes Towards European Integration
86/256:	Scott NEWTON	Operation "Robot" and the Political Economy of Sterling Convertibility, 1951-1952

* :Working Paper out of print

© The Author(s). European University Institute.
Digitised version produced by the EUI Library in 2020. Available Open Access on Cadmus, European University Institute Research Repository.

PUBLICATIONS OF THE EUROPEAN UNIVERSITY INSTITUTE FEBRUARY 1987

86/257: Luigi MONTRUCCHIO	Lipschitz Continuous Policy Functions for Strongly Concave Optimization Problems
86/258: Gunther TEUBNER	Unternehmenskorporatismus New Industrial Policy und das "Wesen" der juristischen Person
86/259: Stefan GRUCHMANN	Externalitätenmanagement durch Verbaende
86/260: Aurelio ALAIMO	City Government in the Nineteenth Century United States Studies and Research of the American Historiography
87/261: Odile QUINTIN	New Strategies in the EEC for Equal Opportunities in Employment for Men and Women.
87/262: Patrick KENIS	Public Ownership: Economizing Democracy or Democratizing Economy?
87/263: Bob JESSOP	The Economy, the State and the Law: Theories of Relative Autonomy and Autopoietic Closure
87/264: Pietro REICHLIN	Endogenous Fluctuations in a Two-Sector Overlapping Generations Economy
87/265: Bernard CORNET	The Second Welfare Theorem in Nonconvex Economies
87/266: Nadia URBINATI	Libertà e buon governo in John Stuart Mill e Pasquale Villari
87/267: Edmund PHELPS	Recent Studies of Speculative Markets in the Controversy over Rational Expectations
87/268: Pierre DEHEZ and Jacques DREZE	Distributive Productions Sets and Equilibria with Increasing Returns
87/269: Marcello CLARICH	The German Banking System; Legal Foundations and Recent Trends
87/270: Egbert DIERKER and Wilhelm NEUEFEIND	Quantity Guided Price Setting

* :Working Paper out of print

© The Author(s). European University Institute.
Digitised version produced by the EUI Library in 2020. Available Open Access on Cadmus, European University Institute Research Repository.

PUBLICATIONS OF THE EUROPEAN UNIVERSITY INSTITUTE FEBRUARY 1987

87/271: Winfried BOECKEN	Der verfassungsrechtliche Schutz von Altersrentenansprüchen und -anwartschaften in Italien und in der Bundesrepublik Deutschland sowie deren Schutz im Rahmen der Europäischen Menschenrechtskonvention
87/272: Serge NOIRET	Aux origines de la reprise des relations entre Rome et Moscou. Idéalisme maximaliste et réalisme bolchevique: la mission Bombacci - Cabrini à Copenhague en avril 1920.
87/273: Gisela BOCK	Geschichte, Frauengeschichte, Geschlechtergeschichte
87/274: Jean BLONDEL	Ministerial Careers and the Nature of Parliamentary Government: The Cases of Austria and Belgium

* :Working Paper out of print

© The Author(s). European University Institute.
Digitised version produced by the EUI Library in 2020. Available Open Access on Cadmus, European University Institute Research Repository.

© The Author(s). European University Institute.
Digitised version produced by the EUI Library in 2020. Available Open Access on Cadmus, European University Institute Research Repository.